



**CPMR INTERMEDITERRANEAN
COMMISSION**

Participation de la CIM- CRPM aux projets de coopération UE

**Rapport interne du secrétariat de la
CIM pour l'Assemblée Générale de
Naples**

6/7 Juillet 2017 - Naples (Campagne)

Ce document regroupe des informations concernant l'ensemble des projets de coopération de l'UE dans lesquels la CIM CPMR a été/est/ou prévoit de s'impliquer/de s'y intéresser à partir de Juillet 2017. Pour des raisons de clarté, ce document a été divisé en 4 sections : projets en cours ; projets sous-évaluation ; prochaines opportunités ; anciens projets pertinents. Chaque section est à nouveau divisée en sous-catégories (programmes de coopération, statut, ex. : partenaire/associé/sous-traitant).

Commission Interméditerranéenne de la CRPM

6, rue Saint-Martin - 35700 Rennes (FR)

Tél. +33 (0)2 99 35 40 60 // +34 93 554 50 49 – Email : davide.strangis@crpm.org

www.medregions.com



Programme cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER)



Soutenu par la Commission européenne



European Union
European Maritime and Fisheries Fund

EASME/EMFF/2015/1.2.1.3/02

Table des Matières

I.	PROJETS EN COURS	5
A.	PROJETS AUXQUELS LA CIM EST PARTICIPE EN TANT QUE PARTENAIRE À PART ENTIERE	5
1.	Interreg MED.....	5
a.	Les projets horizontaux	5

•	InnoBlueGrowth (Innovation et Croissance Bleue).....	- 5 -
•	PANACeA (Environnement et Protection de la Biodiversité)	- 6 -
b.	Projets modulaires	- 8 -
•	SHERPA (Efficacité Energétique dans les Bâtiments).....	- 8 -
•	CO-EVOLVE (Tourisme Durable et GIZC).....	- 9 -
•	MITOMED+ (Tourisme Maritime et côtier et indicateurs/Système d'aide à la décision).....	- 11 -
2.	HORIZON 2020.....	- 13 -
a.	CIVITAS DESTINATIONS (Mobilité urbaine durable)	- 13 -
3.	Fonds Européens pour la pêche (FEP).....	- 14 -
a.	SIMWESTMED (Planification de l'espace maritime)	- 14 -
4.	PLATFORMA: Focus sur le « module de formation sur le Développement Territorial Intégré »	- 16 -
B.	PROJETS AUXQUELS LA CIM PARTICIPE EN TANT QUE PARTENAIRE ASSOCIÉ	- 17 -
1.	Interreg MED.....	- 17 -
a.	Projets horizontaux	- 17 -
•	BleuTourMed_C3 (Tourisme Durable).....	- 17 -
•	GO-SUMP (Mobilité urbaine durable)	- 18 -
b.	Axe 4 (Governance) - PANORAMED	- 19 -
C.	AUTRES.....	- 21 -
1.	Accord de coopération entre le Secrétariat de l'UpM et la CIM-CRPM	- 21 -
II.	PROJETS EN COURS D'ÉVALUATION	- 23 -
A.	PROJETS DANS LESQUELS LA CIM PARTICIPE EN TANT QUE PARTENAIRE A PART ENTIÈRE	- 23 -
1.	Interreg MED.....	- 23 -
a.	Projets modulaires	- 23 -
•	HERIT-DATA (Tourisme Durable et gestion du patrimoine).....	- 23 -
2.	HORIZON 2020	- 25 -
a.	SHAREMED (Gestion des fonds marin et des aléas géoenvironnementaux)	- 25 -
3.	ERASMUS+	- 26 -
a.	FIT4BLUE (Atelier/Secteur du Tourisme de pêche/Jeunesse).....	- 26 -
b.	LeTsSEA (Atelier/Secteur de la Technologie marine).....	- 28 -
B.	PROJETS AUXQUELS LA CIM PARTICIPE EN TANT QUE PARTENAIRE ASSOCIÉ	- 29 -
1.	Interreg MED.....	- 29 -
a.	Projets Modulaires	- 29 -
•	PHAROS4MPAs (Economie Bleue et Préservation de l'environnement Marin)	- 29 -
•	MISTRAL (Croissance Bleue /Communauté des Clusters en Méditerranée)	- 31 -
•	MD.net (Régime méditerranéen)	- 33 -
2.	EU Programme pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).....	- 34 -
a.	INSPIRE (Intégration des réfugiés et des demandeurs d'asile)	- 34 -
III.	AUTRES FUTURES OPPORTUNITÉS.....	- 36 -
A.	ENI CBC MED.....	- 36 -
B.	INTERREG ADRION	- 36 -
C.	INTERREG MED	- 36 -
D.	UNION POUR LA MEDITERRANEE	- 36 -
1.	MEDCOAST4BG (Tourisme Durable et GIZC).....	- 36 -
IV.	ANCIENS PROJETS PERTINENTS	- 39 -
A.	INTERREG MED	- 39 -
1.	COM&CAP Marina Med (Communication et Capitalisation/Projets maritimes).....	- 39 -
2.	ELIH-MED (Efficacité Énergétique/Logement social).....	- 40 -
3.	MAREMED (Coordination des politiques Maritimes Régionales en MED).....	- 41 -
4.	COASTGAP (Risques côtiers et Changement Climatique)	- 42 -
5.	MEDGOVERNANCE (Recommandations Politiques/Gouvernance)	- 43 -
6.	OTREMED (Planification Spatiale/Développement durable et équilibré)	- 45 -
7.	MARIE (Efficacité Energétique/Bâtiments Méditerranéens).....	- 46 -
8.	MITOMED (Modèles de Tourisme Intégré en mer Méditerranée).....	- 47 -
B.	7E PROGRAMME CADRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (7E PCRD).....	- 48 -
1.	MED-SPRING (Recherche, Technologie et Innovation/Science/Plateforme).....	- 48 -
C.	CIUDAD.....	- 49 -
1.	SURE (Energie Urbaine Durable/Pays voisins UE)	- 49 -
D.	DG MOVE.....	- 51 -
1.	Vasco da Gama (Atelier/Transport Maritime)	- 51 -

INTRODUCTION

Ce document a été conçu comme un document de travail en vue de l'Assemblée Générale 2017 de la Commission Interméditerranéenne (CIM). Il rassemble des informations à propos des projets de coopération européens passés, en cours ou futures, dans lesquels la CIM est impliquée, ou qui représentent un intérêt pour ses membres.

Par souci de clarté, ce document a été divisé en 4 sections répondant au critère chronologique :

- La première section est dédiée aux projets en cours d'exécution ;
- La deuxième correspond aux projets en cours d'évaluation ;
- La troisième est consacrée aux appels ou programmes pertinents pour lesquels la CIM projette de se positionner/de soutenir ses membres désireux d'y participer ;
- La dernière section présente d'anciens projets jugés pertinents dans lesquels la CIM était impliquée.

Les deux premières sections sont divisées en deux sous-catégories afin de distinguer les projets dans lesquels la CIM participe en tant que partenaire, des projets au sein desquels elle est impliquée en tant que partenaire associé. Chaque section est également organisée en fonction des programmes de coopération.

L'ensemble des projets auxquels la CIM participe en tant que partenaire à part entière ou bien partenaire associé, impliquent 18 Régions membres de la CIM ainsi qu'une douzaine d'autres acteurs clés européens, méditerranéens, nationaux et territoriaux. (Ex. : universités, centres de recherche, instituts, ONG, autorités locales, réseaux thématiques, autorités nationales, etc.). Toutes les régions membres peuvent bénéficier de ces projets par le biais de la participation de la CIM.

D'un point de vue budgétaire, ces projets combinés représentent un budget total d'environ 20 millions d'euros à destination des partenaires impliqués. En ce qui concerne les projets pour lesquels la CIM participe en tant que partenaire à part entière, le total des budgets combinés représente environ 15 millions d'euros pour la période 2017-2020, dont environ 3 millions d'euros pour l'organisation.

La CIM participe en tant que partenaire à part entière/partenaire associé uniquement au sein de projets d'importance stratégique au regard de son Plan d'action Global biennuel, aux plans d'actions de ses groupes de travail, et en accord avec la gestion et la capacité financière globale de la CRPM. De plus, la CIM fournit un appui à ses membres afin de créer des partenariats dans d'autres domaines. Par exemple, en 2015 environ une centaine de « recherches de partenariat » ont été diffusées auprès de ses membres et de partenaires externes en lien avec les différents appels à projets/programmes et opportunités.

I. PROJETS EN COURS

A. PROJETS AUXQUELS LA CIM PARTICIPE EN TANT QUE PARTENAIRE À PART ENTIÈRE

1. Interreg MED

L'ensemble des projets en cours financés par le Programme Interreg MED dans lequel la CIM-CRPM est impliquée, ont été soumis lors du premier appel à projets de la période de programmation 2014-2020. Pour cette nouvelle période de programmation, l'architecture du Programme et les projets approuvés ont été complètement transformés. Les projets Interreg MED sont dès à présent divisés en 2 catégories de projets principaux :

- **Les projets modulaires**, opérant sur les questions techniques et répondant aux besoins des territoires d'après une approche ascendante, par le biais d'objectifs, de livrables et de résultats ;
- **Les projets horizontaux**, identifiant les éléments pertinents produits par les projets modulaires par le biais d'objectifs thématiques spécifiques et jouant un rôle important de capitalisation et de transfert de leurs résultats à échelle méditerranéenne et européenne.

De plus amples informations à propos du Programme Interreg MED et de son architecture sont disponibles [ici](#).

a. Les projets horizontaux

Les deux projets suivants sont basés sur l'expérience du projet [COM&CAP MarInA-Med](#) ainsi que sur les projets capitalisés. Leur principal objectif est d'accompagner le programme et les projets modulaires par des activités de communication et de capitalisation via des acteurs clés, y compris l'UE, les acteurs territoriaux et des activités de lobbying. Les membres de la CIM pourront profiter directement des résultats de ces projets et des événements afférant, interagir avec d'autres acteurs, accroître leurs réseaux et exploiter toute connexion possible afin de nourrir leur réflexion politique et technique sur des thématiques qui les intéressent.

- **InnoBlueGrowth**

Acronyme : InnoBlueGrowth

Titre intégral : Projet horizontal de communication et de capitalisation pour l'innovation en matière de croissance bleue à l'échelle de la Méditerranée

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020 – Premier appel à projet

Objectif spécifique : 1.1: « Accroître l'activité transnationale des clusters et réseaux innovants des secteurs clés de l'espace MED »

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération territoriale et stratégies macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Suivi de l'implantation de l'Agenda sur l'économie Bleue dans les Régions de l'UpM) ; Eau et Énergie

Partenaires :

- (1) Consortium National Interuniversitaire pour les Sciences Marines – CoNISMa [IT] (Chef de file)
- (2) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]
- (3) Association des Chambres de Commerce et d'Industrie Méditerranéennes – ASCAME [ES]
- (4) Université du Monténégro – Institut de biologie marine [ME]
- (5) Université Technique Nationale d'Athènes – École d'Architecture Navale et d'Ingénierie Marine – NTUA [EL]
- (6) Plan Bleu [FR]

Partenaires Associés : Eurorégion Adriatique-Ionienne - AIE (HR) ; Centre méditerranéen pour l'étude de l'utilisation et de la conservation des zones côtières - EUCC (ES) ; Fondation COTEC (IT) ; Réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie Insulaires de l'Union européenne – INSULEUR (EL) ; Conseil régional de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (FR) ; Région Crète (EL)

Date de début : 01.11.2016

Date de fin : 31.10.2019

Budget Global : 1,470,588.24 €

Co-financement FEDER : 1,200,000.00 € (85%)

Budget CRPM : 280,223 €

Histoire et contexte :

Interreg MED favorise les projets horizontaux, dont l'objectif principal est de permettre la communication/capitalisation des activités des projets modulaires (PMs) afin d'accroître leur impact pour la mise en œuvre d'objectifs communs identifiés. Dans le cas d'InnoBlueGrowth, ces activités sont basées sur l'Objectif Spécifique O.S.1.1. « Accroître l'activité transnationale de clusters innovants pour développer une croissance intelligente et durable en Méditerranée ».

Description :

Le projet InnoBlueGrowth propose des activités concrètes permettant de construire une réelle communauté thématique rassemblant les projets modulaires ayant un rapport avec la Croissance Bleue. Cette Communauté innovante a pour objectif de permettre le renforcement d'approches transversales et intégrées entre les projets modulaires et les acteurs clés transnationaux, condition *sine qua non* au soutien des clusters dans la mise en place de leurs activités

transnationales. De plus, son rôle est d'améliorer la diffusion ainsi que la transférabilité des résultats des projets modulaires afin d'assurer un plus grand impact auprès des acteurs externes multiniveaux, et de contribuer au développement socio-économique durable de la zone Méditerranéenne par le biais d'investissements innovants dans le domaine de l'Économie Bleue.

Résultats attendus :

- Lancement d'une **stratégie de communication** à travers la création de divers instruments (newsletters, réseaux sociaux, vidéos, brochures et posters, etc.) afin de promouvoir les activités et les résultats au sein même des projets modulaires et à destination de cibles externes (à savoir les décideurs politiques à échelle locale, régionale, nationale et européenne, mais aussi les experts de la croissance bleue et les acteurs du secteur pertinents pour le projet et les projets modulaires correspondants);
- Le lancement d'une stratégie visant la création d'une **communauté** de projets et acteurs de la croissance bleue au sein de la Méditerranée par le biais d'organisation d'événements thématiques permettant de renforcer les échanges entre participants, notamment par la gestion d'une plateforme en ligne et des réseaux sociaux ;
- Lancement d'une **stratégie de capitalisation** à travers l'élaboration de documents techniques rassemblant les conclusions et résultats des projets modulaires, dont le contenu sera traduit en messages politiques. Ces messages cibleront les acteurs de l'Économie Bleue identifiés par le projet et les projets modulaires afin d'influencer le développement des politiques et les activités en lien avec ce domaine au sein de la MED.

Principaux livrables attendus :

- Communication
 - o Acteur/cartographie et base de données
 - o Cartographie des besoins des projets modulaires en communication
 - o Matériaux et outils de communication (vidéos, newsletter, brochures, réseaux sociaux, fiches d'informations, etc.)
- Community building
 - o Cartographie et base de données des membres de la Communauté de la Croissance Bleue dont les PMs
 - o Événements de « community building »
- Capitalisation
 - o Événements de capitalisation
 - o Rapport de capitalisation pour les recommandations
 - o Document Politique final basé sur les résultats techniques et politique des PMs
 - o Protocoles d'accord entre les acteurs clés prêt à suivre la Communauté

Mots clés : Communication, Capitalisation, Économie Bleue, Clusters, Transnationales, Innovation, Energies marines renouvelables, Surveillance Maritime, Navigation

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM pourront bénéficier directement des résultats des PMs ainsi que des événements de ces derniers et devenir membre de la Communauté MED sur la Croissance Bleue. Ils auront l'opportunité d'interagir, de consolider leurs réseaux, de suivre les activités des PMs, et d'exploiter toutes les connexions pour alimenter leurs réflexions techniques et politiques sur des thèmes spécifiques relatifs à la croissance bleue.

Principaux contacts pour ce projet : *Elodie Nunes*

Twitter : @InnoBlueGrowth / LinkedIn: InnoBlueGrowth Horizontal Project

Site Web : <https://interreg-med.eu/fr/thematics/blue-growth/>

● PANACeA

Acronyme : PANACeA

Titre intégral : initiative régionale de rationalisation en matière d'efforts de gestion dans les Aires Protégées pour une Protection renforcée de la Mer Méditerranée.

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020 – Premier Appel à Projet

Objectif spécifique : 3.2: « Maintenir la biodiversité et les écosystèmes naturels par un renforcement de la gestion et de la mise en réseau des espaces protégés »

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-Régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêche et Aquaculture ; Suivi de l'agenda sur l'Économie Bleue dans les Régions de l'UpM) ; Eau et Énergie

Partenaires :

- (1) Université de Málaga – ETC-UMA [ES] (Chef de file)
- (2) Plan Bleu [FR]
- (3) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]
- (4) Union des Universités de la Méditerranée – UNIMED [IT]
- (5) Aire Métropolitaine de Barcelone, en charge de Secrétariat Général de MEDCITIES [ES]
- (6) Centre Environnemental Régional – REC [ME]

Partenaires Associés : Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées – CAR/ASP (TN) ; ONG OZON (ME) ; Commission Mondiale UCN sur les Aires Protégées (CH) ; Eurorégion adriatique/ionienne (HR); Région Crète (EL) ; Réseau des gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée – MedPAN (FR) ; Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (FR) ; Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée (IT) ; Centre de Coopération pour la Méditerranée de l'UICN - UICN-Med (ES) ; WWF Méditerranée (IT) ; AMP Ile d'Ustica (IT) ; Association des Musées Maritimes de la Méditerranée (ES) ; Université Saint-Esprit de Kaslik - USEK (LB) ; Fondation Tour du Valat (FR)

Date de début : 01.11.2016

Date de fin : 31.10.2019

Budget Global : 1,461,073.48€

Co-financement FEDER : 1,191,912.50€ (85%)

Budget CRPM : 288,000€

Histoire et contexte :

Interreg MED promeut les projets horizontaux, dont l'objectif principal est d'assurer les activités de communication/capitalisation des PMs afin d'accroître leur impact dans la poursuite d'une identité commune. Dans le cas de PANACeA, ces activités sont développées selon l'axe prioritaire Numéro 3 du programme Interreg MED : « Protéger et promouvoir les ressources naturelles et culturelles de la Méditerranée » ; et plus particulièrement selon l'Objectif spécifique (O.S) 3.2 du programme : « Maintenir la biodiversité et les écosystèmes naturels par un renforcement de la gestion et de la mise en réseau des espaces protégés ». Le projet PANACeA est coordonné par [Le centre thématique Européen pour l'information et l'analyse spatiale des données de l'Université de Malaga](#).

Description :

Le projet consiste à assister les acteurs pertinents de la MED assurant les synergies au sein de cette communauté, et augmentant la visibilité et les impacts des résultats de leurs projets par l'identification de stratégies communes. PANACeA agit en tant qu'interface sciences-politiques (ISP) favorisant les échanges d'expériences et de savoirs partagés et donc, influence le comportement et le changement politique dans la Régions de la mer Méditerranée.

Résultats attendus :

- **Implications des acteurs** dans le façonnage de leurs résultats en comme outils validés fondés sur des éléments factuels soutenant la gestion et la politique multiniveaux ;
- **Fournir une série de recommandations** basées sur les résultats des PMs Interreg MED et du S.O. 3.2 soulignant l'importance d'accroître la mise en œuvre de stratégies de gestion des Aires Protégées en MED et au-delà ;
- **Fournir les moyens de renforcer les règlements & d'améliorer l'efficacité de la protection** via des moyens légaux en Méditerranée, soutenir les efforts qui ont été faits jusqu'ici afin de prévenir les possibles détériorations et d'améliorer la conservation des ressources naturelles et culturelles ;
- **Mener à bien la gestion des mesures légales concernant les ressources naturelles en mer Méditerranée** protégeant la biodiversité mais dont le but principal est sa conservation ;
- **Intervenir dans la coopération transfrontalière et l'intégration des APs dans les stratégies de développement territorial** afin de mettre en œuvre des mesures de protection interconnectées pour faire face aux pressions actuelles et futures sur les écosystèmes côtiers et maritimes en Méditerranée.

Principaux livrables attendus :

- Communication
 - Cartographie des groupes cibles et des contacts de la base de données
 - Matériels de Communication et outils (vidéos, newsletter, brochures, réseaux sociaux, fiches d'information, etc.)
 - Base de données de résultats des PMs
 - Plateforme en ligne des données spatiales incluent dans le portail du programme MED
- Community Building
 - Événements de Community Building
 - Création et animation de Groupes de travail thématiques
- Capitalisation
 - Événements de Capitalisation
 - Papier technique PANACeA basé sur les résultats des PMs
 - Document politique basé sur les résultats majeurs des PMs
 - Protocole d'entente (Memorandum of Understanding) rédigé avec l'aide des PMs

Mots clés : Management des aires protégées, biodiversité, conservation, protection, communauté, plateforme de connaissances, données, interface science-politique, ressources naturelles, environnement, écosystèmes

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM pourront bénéficier directement des résultats du projet et de ses événements connexes et faire partie de la Communauté MED sur la protection de la biodiversité. Ils auront la possibilité d'interagir, de consolider le réseau, de suivre les activités de tous les PMs de la communauté et d'exploiter toutes les connexions pour alimenter leurs réflexions politiques et techniques sur des thèmes spécifiques liés à la protection de la biodiversité.

Principaux contacts pour ce projet : *Lise Guennal*

Twitter : @MEDCommunity3_2 / LinkedIn: Biodiversity Protection Community

Site Web : <https://interreg-med.eu/fr/thematics/biodiversity-protection/>

b. Projets modulaires

La CIM est responsable du « Work Package » (lot de travail) Communication pour deux de ces trois projets (à savoir CO-EVOLVE et SHERPA) ; elle est aussi en charge du Work Package Capitalisation pour le projet MITOMED+ (au sein duquel elle est aussi impliquée dans les activités de communication).

La CIM est également chargée d'un ensemble d'activités spécifiques relatives à ces projets, y compris la coordination des relations entre les consortia et les projets horizontaux (2.1 sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments et 3.1 sur le tourisme durable), l'organisation de séminaires, d'ateliers et de conférences, l'élaboration de plans d'action (pour diffusion, transfert, essais) ou d'études, de documents politiques, et la conduite d'activités de lobbying. Toutes ces activités permettront des synergies avec les activités techniques et politiques de la CIM, et plus précisément avec ses Groupes de Travail « Tourisme durable et culturel » et « Rénovation énergétique dans les bâtiments méditerranéens ».

Plusieurs directions sectorielles ou agences des régions membres de la CIM sont impliquées dans chacun de ces consortia de projets, ainsi que plusieurs autres partenaires territoriaux ou scientifiques.

● SHERPA

Acronyme : SHERPA

Titre intégral : Partage de connaissances pour la rénovation énergétique des bâtiments par l'administration publique

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020 – 1er appel à projet

Objectif spécifique : 2.1: « Augmenter les capacités pour une meilleure gestion de l'énergie dans les bâtiments publics au niveau transnational »

Type de projet : M2+M3 (expérimentation + capitalisation)

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération territoriale et Stratégies Macro-Régionales ; Eau et Énergie (TF : Rénovation Énergétique dans les bâtiments de la Méditerranée)

Partenaires :

- (1) Département de Gouvernance, Administrations Publiques et Logement, Gouv. de Catalogne [ES] (Chef de file)
- (2) Centre International de Méthodes Numériques en Ingénierie – CIMNE [ES]
- (3) Institut Valencien de l'Édification – IVE [ES]
- (4) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]
- (5) Association de collectivités, gestion des déchets, gestion locale de l'énergie – AMORCE [FR]
- (6) Région Emilie Romagne – RER [IT]
- (7) Région Lazio [IT]
- (8) Région Abruzzo [IT]
- (9) Ministère de Gozo – MGOZO [MT]
- (10) Agence de développement régional du Comté de Dubrovnik Neretva – DUNEA [HR]
- (11) Centre pour les énergies renouvelables et les économies d'énergie – CRES [EL]
- (12) Région Crète [EL]

Partenaires Associés : Institut Catalan de l'Énergie (ES) ; Aire Métropolitaine de Barcelone (ES) ; Diputació de Barcelona (ES) ; Région Ombrie (IT) ; Région Calabrie (IT) ; Arc Latin (ES) ; Région Abruzzes (IT) ; Héraklion (EL) ; Hersonissos (EL) ; Communauté Valencienne (ES) ; Agence nationale pour les Nouvelles technologies, l'énergie et le développement économique durable - ENEA (IT) ; Agence de Développement de Gozo – Conseil Régional de Gozo

Date de début : 01.11.2016

Date de fin : 31.10.2019

Budget Global : 3,591,689.35€

Co-financement FEDER : 3,052,935.97€ (85%)

Budget CRPM : 273,833.75€

Histoire et contexte :

Le projet SHERPA provient principalement du projet MARIE (Programme MED 2007-2013) qui visait à promouvoir la rénovation énergétique dans les bâtiments de la Méditerranée, ainsi qu'au processus de capitalisation qui impliquait deux autres projets Interreg Med - ELIH-MED et PROFORBIOMED et a donné naissance à la Déclaration de Lubiana, bénéficiant du soutien total de la CIM de la CRPM. Le principal défi territorial est d'accélérer la mise en œuvre des directives européennes 2010/31/UE et 2012/27/UE concernant le stock existant de bâtiments publics méditerranéens, compte tenu des conditions spécifiques et des difficultés liées aux projets d'Efficacité Énergétique (EE) dans la zone MED et le potentiel associé à l'économie d'énergie. L'objectif général du projet est de renforcer les capacités des administrations publiques au niveau régional et sous régional pour améliorer l'EE dans le stock de leurs bâtiments publics et réduire les émissions de CO2.

Description :

Le projet SHERPA vise à mettre en œuvre deux cents projets de rénovation énergétique dans les bâtiments publics. Tous ces projets seront mis en œuvre conformément aux résultats, directives, outils et stratégies spécifiques produits par SHERPA. À la fin du projet, un plan d'action commun sur la rénovation énergétique dans les bâtiments de la zone méditerranéenne sera adopté. La possibilité de répliquer ses interventions à des échelles transnationales, régionales / locales sera examinée et des aspects liés à la gouvernance, au partage de l'information, à la formation et à la sensibilisation, et aux solutions de financement innovantes seront pris en compte. Tous les projets développés dans le

cadre du projet SHERPA seront intégrés dans le Plan d'action conjoint - y compris les 200 projets REB de SHERPA - qui vise à faciliter l'exécution des futurs projets et actions d'efficacité énergétique dans les bâtiments en utilisant différents types d'instruments de financement.

Résultats attendus :

L'un des principaux objectifs du projet est de mettre en place 200 propositions de projets pour la rénovation énergétique dans les bâtiments publics. 100 propositions de rénovation énergétique, qui seront identifiées selon des critères de sélection spécifiques, seront réalisées sur des bâtiments publics dans les régions méditerranéennes impliquées dans le projet. 100 autres propositions seront sélectionnées dans les municipalités de ces régions. Tous ces projets seront mis en œuvre selon des résultats, des lignes directrices, des outils et des stratégies spécifiques. Ils seront associés à des investissements public-privé d'une valeur d'environ 300 millions d'euros et à la production de milliers de nouveaux emplois.

Principaux livrables attendus :

- Communication
 - o Matériaux et outils pour la diffusion externe (réseaux sociaux, site Web, brochure, affiche, newsletter, vidéo, fiches d'information, articles, etc.)
 - o Interactions avec la communauté thématique MED 2.1 sur les bâtiments efficients
 - o Création et animation du Forum des Partenaires Associés
- Expérimentation
 - o Mise en place des activités des Groupes de Travail de SHERPA (gouvernance, systèmes d'information, formation et financement)
- Transférabilité
 - o Séminaires conjoints de transférabilité
 - o Séminaires nationaux de transférabilité
- Capitalisation
 - o Création et animation d'un Forum de Capitalisation en ligne
 - o Ateliers régionaux de capitalisation
 - o Ensemble d'outils SHERPA
 - o Recommandations politiques SHERPA
 - o Déclaration d'engagement SHERPA
 - o Accord final et plan d'action commun SHERPA

Mots clés : Efficacité énergétique, bâtiments publics, Méditerranée, autorités régionales et locales, Directive 2010/31/UE, Directive 2012/27/UE, gouvernance, information, sensibilisation, formation, financement, plan d'action

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM pourront suivre les activités et les résultats du projet via le Forum des Partenaires Associés, les actions de diffusion et la Task Force de la CIM sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments méditerranéens. Ils seront en mesure de reproduire la méthodologie SHERPA en intégrant les recommandations politiques issues du projet dans leurs politiques liées à l'EE des bâtiments et à une stratégie régionale spécifique sur l'EE des bâtiments (de nouvelles recommandations pourraient être créées avant ce processus). À la fin de la durée de vie du projet, les membres de la CIM seront invités à signer l'Accord final de SHERPA sur les recommandations de la politique d'EEB, un plan d'action conjoint et une déclaration d'engagement.

Principaux contacts pour ce projet : *Davide Strangis, Emmanuel Maniscalco, Flora Leroy*

Twitter : @SherpaMED

Site Web : <https://sherpa.interreg-med.eu/>

● CO-EVOLVE

Acronyme : CO-EVOLVE

Titre intégral : Promouvoir la coévolution des activités humaines et des systèmes naturels pour le développement d'un tourisme côtier et maritime durable

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020 – 1er appel à projet

Objectif spécifique : 3.1: « Améliorer le développement d'un tourisme côtier et maritime durable et responsable dans l'espace MED »

Type de projet : M1+M2 (étudier + expérimenter)

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Cohésion Economique et Sociale (Task Force Tourisme Durable et Culture), Transports et Politique Maritime Intégrée (Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêche et Aquaculture ; Suivi de l'Agenda sur l'économie Bleue par les Régions de l'UpM ; Eau et Énergie ; Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales

Partenaires :

- (1) Région Macédoine Centrale et Thrace, Fonds de Développement Régional – REMTH [EL] (Chef de file)
- (2) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]
- (3) Université de Thessalie, Unité de Recherche sur l'Environnement & l'Aménagement du territoire – UTH [EL]
- (4) Région Emilie-Romagne, Direction Générale du Territoire et de la Protection de l'Environnement – RER [IT]

- (5) Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires – CAR/PAP [HR]
- (6) Fondation Valenciaport pour la Recherche, la Promotion et les Etudes Commerciales, Région de Valence [ES]
- (7) Le Parc régional du Delta du Pô (Vénétie) [IT]
- (8) Agence de développement régional du Comté de Dubrovnik Neretva – DUNEA [HR]
- (9) Département de l'Hérault [FR]
- (10) Institution publique pour la coordination et le développement du Comté de Split-Dalmatie – RERA S.D. [HR]
- (10) Iuav Université de Venise, Département de Design et Aménagement en environnement complexe – IUAV [IT]
- (11) Conseil National de la Recherche / Institut des Sciences Marines – CNR-ISMAR [IT]

Partenaires Associés : Fondation pour la Recherche et la Technologie - PRAXI (EL) ; Organe de Gestion des Parcs et de la Biodiversité, Delta du Pô Emilie Romagne (IT) ; Région Vénétie, Section régionale pour l'Aménagement du territoire (IT) ; Région Crète (EL) ; Arc Latin (ES) ; Ministère des Transports, de la Communication et des Travaux (CY)

Date de début : 2016.11.01

Date de fin : 2019.10.31

Budget Global : 3,000,000.00€

Co-financement FEDER : €2,550,000.00€ (85%)

Budget CRPM : 204,000€

Histoire et contexte :

CO-EVOLVE encourage l'émergence de politiques et d'initiatives visant à promouvoir le développement d'un tourisme côtier et maritime durable et responsable en appliquant les principes de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) et de la planification de l'espace maritime (PEM) qui tiennent compte de tous les principaux défis liés à la durabilité du tourisme (par exemple, la saisonnalité de la demande, le transport, l'utilisation durable des ressources, la prospérité de la communauté et la qualité de vie, la préservation du patrimoine naturel et culturel). Cette approche contribue à la mise en œuvre pratique des instruments politiques et des initiatives pertinentes à différentes échelles (internationale, européenne, nationale et régionale), tels que le protocole de la GIZC de la convention de Barcelone, la stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD), la communication de l'UE sur le commerce côtier et maritime COM (2014) 86 final, directives de l'UE (directive-cadre sur l'eau, directive-cadre sur la stratégie maritime, directive sur la planification de l'espace maritime, directive sur les oiseaux et habitats et les inondations), horizon 2020, l'initiative BLEUMED sur la croissance bleue en Méditerranée, plan d'action EUSAIR, Plan d'Action Conjointe de la Charte de Bologne, ainsi que les stratégies / initiatives émergentes macro régionales et du bassin maritime pour la zone Med, en particulier en ce qui concerne la discussion sur l'Initiative West Med et les travaux de l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur l'économie bleue.

Description :

CO-EVOLVE vise à analyser et à promouvoir la coévolution des activités humaines et des systèmes naturels dans les zones côtières touristiques, permettant un développement durable des activités touristiques en fonction des principes de la GIZC / PEM. CO-EVOLVE regroupe une analyse actuellement indisponible à l'échelle des menaces de MED et des facteurs favorables au tourisme durable avec des études locales sur des zones pilotes représentatives, afin de démontrer par des actions pilotes la faisabilité et l'efficacité d'un processus de planification basé sur la GIZC / PEM. Ce projet reconnaît un défi majeur pour le développement durable du tourisme côtier et maritime, le renforcement de la coopération entre les régions et le développement et le transfert conjoints d'approches, d'outils, de lignes directrices et de meilleures pratiques. Il convient également de noter que le projet contribue au thème stratégique (action commune 2.1) du plan d'action de la Charte de Bologne.

Résultats attendus :

- Le projet vise avant tout à produire une **analyse complète et intégrée** - à l'échelle méditerranéenne et dans les domaines pilotes - des **principales menaces et opportunités** concernant le développement du **tourisme côtier durable**, permettant une coévolution harmonieuse des activités humaines et des systèmes naturels.
- Une **analyse** sera effectuée pour **déterminer le degré de durabilité du tourisme** - de manière quantitative et qualitative - dans les zones pilotes. Cette analyse sera basée sur ce qui a déjà été fait pour créer un modèle conceptuel pour évaluer le niveau de durabilité du tourisme en Méditerranée et développer un lot d'outils opérationnel pouvant être utilisé à l'échelle méditerranéenne.
- CO-EVOLVE a l'intention d'élaborer un **plan d'action stratégique** - lié au tourisme - sur la base des résultats existants et d'élaborer une **proposition de planification stratégique** pour chaque domaine pilote, y compris des lignes directrices stratégiques. Un **plan de transférabilité** à l'échelle méditerranéenne sera également produit.

Principaux livrables attendus :

- Communication
 - o Matériaux et outils de diffusion externe (médias sociaux, site web, brochure, affiche, newsletter, vidéo, fiches d'information, articles, etc.)
 - o Interactions avec la communauté thématique MED 3.1 sur le tourisme durable
 - o Événements de diffusion
 - o « Journées d'information » locales / nationales pour sensibiliser les principales parties prenantes
 - o Commission de coordination pour favoriser le dialogue entre les acteurs clés et mettre en place des groupes de soutien au niveau local

- Etude
 - o Synthèse des facteurs favorables à une coévolution durable dans les zones touristiques à l'échelle MED
 - o Evaluation des menaces de coévolution dans les zones pilotes
 - o Boîte à outils de développement durable pour le tourisme
 - o Planification stratégique axée sur le tourisme sur les zones pilotes
- Expérimentation
 - o Matériel de formation et d'enseignement pour des activités dans des zones pilotes
 - o Mise en œuvre des principes directeurs régionaux de la GIZC pour le tourisme durable et la gestion côtière à l'échelle locale / de la zone pilote
- Transférabilité
 - o Plan de transférabilité à l'échelle pilote / échelle régionale / méditerranéenne

Mots clés : Méditerranée, tourisme côtier et maritime durable, GIZC, PEM, approche écosystémique, boîte à outils, plan d'action, plan de transférabilité, coévolution, activités humaines, systèmes naturels, zones pilotes

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM pourront suivre les activités et les résultats du projet grâce aux actions de diffusion et au travail connexe de sa Task Force sur le tourisme durable et culturel. En particulier, ils pourront apprendre et éventuellement adapter / répliquer la méthodologie testée dans les domaines pilotes du projet (y compris la boîte à outils du tourisme durable) grâce au plan de transférabilité à échelle méditerranéenne. Une extension des actions de CO-EVOLVE par le biais d'un projet cadre (MEDCOAST4BG) qui sera présenté pour labélisation par l'UpM, élargira son analyse globale et augmentera la possibilité de transférer vers d'autres zones pilotes des pays non membres de l'UE (parties sud et est de la Méditerranée), en s'adaptant à leurs besoins spécifiques.

Principaux contacts pour ce projet : *Davide Strangis, Emmanuel Maniscalco*

Twitter : @CoEVOLVEmed

Site Web : <https://co-evolve.interreg-med.eu/>

- **MITOMED+**

Acronyme : MITOMED+

Titre intégral : Modèles de Tourisme intégré en Méditerranée Plus

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020 – 1er appel à projet

Objectif spécifique : 3.1: « Améliorer le développement d'un tourisme côtier et maritime durable et responsable dans l'espace MED »

Type de projet : M2+M3 (expérimentation + capitalisation)

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Cohésion Economique et Sociale (Task Force Tourisme Durable et Culturel), Transports et Politique Maritime Intégrée (Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Suivi de l'Agenda sur l'Économie Bleue dans les Régions de l'UpM ; Eau et Énergie ; Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ;

Partenaires :

- (1) Région Toscane, Direction Générale des Infrastructures du Secteur des Activités Productives [IT] (Chef de file)
- (2) Association des Municipalités Toscanes – ANCI [IT]
- (3) Conseil National de Recherche – Institut de Biométéorologie [IT]
- (4) Institut d'Agriculture et de Tourisme [IT]
- (5) Agence de Développement du District Larnaca-Famagusta – ANETEL [CY]
- (6) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]
- (7) Entreprise Publique pour la Gestion du Tourisme et des Sports d'Andalousie [ES]
- (8) Université de Girona – UdG [ES]
- (9) Réseau des Régions Européennes pour un Tourisme Durable et Compétitif – NECSTouR [BE]

Date de début : 01.02.2017

Date de fin : 31.01.2020

Budget Global : 2,650,000.00 €

Co-financement FEDER : 2,252,500.00 € (85%)

Budget CRPM : 200,000 €

Histoire et contexte :

La Méditerranée est la principale destination touristique du monde. Le tourisme maritime et côtier (M&C) dans le bassin méditerranéen est un secteur en croissance et une source prédominante de revenus, de croissance et d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes. Cette croissance remarquable risque d'être compromise par plusieurs facteurs, tels que les impacts anthropiques sévères et les risques environnementaux, la pression du tourisme sur les territoires, l'érosion côtière, l'aggravation des conditions de l'eau de mer, la surexploitation du patrimoine naturel et culturel, etc. Bien que de nombreuses destinations touristiques méditerranéennes aient adopté des stratégies locales et régionales intégrées pour le développement du tourisme, il n'existe pas de gouvernance réelle pour les activités touristiques à plus large échelle et la gouvernance environnementale est en pratique encore très fragmentée. La gestion

intégrée du développement durable est essentielle pour protéger les biens naturels et culturels tout en les utilisant comme un moteur économique.

La planification intégrée du tourisme M&C est entravée par le manque de données et leur faible comparabilité, à l'échelle des destinations, au niveau régional ou transnational. Les données ne sont parfois pas disponibles et, dans le cas contraire, elles sont souvent fragmentées, non comparables et se réfèrent à différents niveaux territoriaux. Malgré certains progrès réalisés ces dernières années, il est nécessaire d'identifier et de combler les lacunes dans les données afin d'améliorer la planification et la gestion des destinations. Des indicateurs spécifiques sont nécessaires pour améliorer la cohérence et la comparabilité des statistiques du tourisme côtier et maritime en Europe et au-delà.

Description :

MITOMED+ est un projet multimodal combinant Expérimentation et Capitalisation (M2 + M3). C'est la suite du projet MITOMED issu de la période de programmation précédente (MED Maritime), qui a travaillé à promouvoir la gestion intégrée du tourisme M&C en améliorant la connaissance des données, des produits et des services grâce à un ensemble d'indicateurs basés sur le modèle NECSTouR. MITOMED + poursuit ces résultats afin d'améliorer la coordination des stratégies de développement du tourisme M&C entre les territoires au niveau transnational via la coopération et la planification conjointe entre les régions. L'objectif principal du projet porte sur l'amélioration de la durabilité et de la responsabilité dans le tourisme M&C, en améliorant les stratégies et les actions politiques locales et régionales et en les coordonnant à un niveau transnational élargi.

Résultats attendus :

- **Accroître la connaissance et le dialogue social concernant le développement d'un tourisme M&C** durable et responsable dans chaque région partenaire pour une meilleure prise de décision
- **Améliorer la planification du tourisme M&C** au niveau de destination et sa coordination pour une gouvernance transnationale
- **Intégrer ses résultats** dans les **politiques locales, régionales et nationales**
- Mettre en place un **modèle de gestion du tourisme M&C en Méditerranée**

Principaux livrables attendus :

- Communication
 - o Matériaux et outils pour la diffusion externe (réseaux sociaux, site web, brochure, affiche, newsletter, vidéo, fiches d'information, articles, etc.)
 - o Avec la communauté thématique MED 3.1 sur le tourisme durable
- Expérimentation
 - o Réunions au niveau de régions de destination
 - o Plate-forme ouverte pour les indicateurs de données
 - o Mise en place du modèle « Green Beaches » dans 12 plages
- Transférabilité
 - o Plan de transférabilité des résultats
 - o Événements régionaux de renforcement des capacités
- Capitalisation
 - o Modèle méditerranéen de gestion du tourisme en M & C
 - o Document politique
 - o Atelier de capitalisation (Bruxelles)
 - o Conférence sur la capitalisation (Bruxelles)
 - o Séminaires régionaux pour affiner le modèle de gestion
 - o Protocole d'entente signé par la Toscane avec d'autres régions méditerranéennes

Mots clés : Tourisme durable, tourisme maritime et côtier, modèle de gestion du tourisme, données, produits, services touristiques, indicateurs, stratégies territoriales, coopération, planification conjointe, réseau MED transnational, ressources naturelles et culturelles

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM pourront suivre les activités et les résultats du projet par le biais des activités de diffusion et de la Task Force tourisme durable et culture. Ils auront accès à la plateforme ouverte pour les indicateurs de données. En outre, ils auront la possibilité de participer à la construction (grâce à la collecte d'expériences / informations) et la réplique de la méthodologie développée dans le cadre du projet (ex. modèle « Green Beaches ») et intégrer les recommandations politiques (ex. Modèle de gestion du Tourisme Méditerranéen M&C) dans leurs politiques régionales.

Principaux contacts pour ce projet : *Emmanuel Maniscalco, Flora Leroy*

Twitter : @MITOMEDplus_

Site Web : <https://mitomed-plus.interreg-med.eu/>

2. HORIZON 2020

a. CIVITAS DESTINATIONS

Acronyme : DESTINATIONS

Titre intégral : CIVITAS DESTINATIONS

Appel à projet correspondant : MOBILITY FOR GROWTH 2014-2015/MG-5.5a-2015 (Démonstration et expérimentation de solutions innovantes pour des transports et une mobilité urbaine plus propre et meilleur).

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Transports et Politique Maritime Intégrée (Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Tourisme Durable et Culturel ; Suivi de l'Agenda de l'économique Bleue dans les Régions de l'UpM) ; Eau et Energie

Partenaires :

- (1) Horarios do Funchal, Transportes Públicos, S.A. [PT] (Chef de file)
- (2) Agência Regional da Energia e Ambiente da Região Autónoma da Madeira [PT]
- (3) Camara Municipal Do Funchal [PT]
- (4) Secretaria Regional da Economia Turismo e Cultura [PT]
- (5) Agencia Regional Para O Desenvolvimento Da Investigacao, Tecnologia e Inovacao [PT]
- (6) Etairia Touristikis Anaptixis Kai Provolis Periferias Lemesou Limited [CY]
- (7) Municipalité de Limassol [CY]
- (8) Stratagem Energy Ltd [CY]
- (9) Dimos Rethimnis [EL]
- (10) Comité de Recherche de l'Université Technique de Crète [EL]
- (11) Commune de Rio Marina [IT]
- (12) Commune de Portoferraio [IT]
- (13) MemEx S.R.L. [IT]
- (14) Autorité des Transports de Malte (TM) [MT]
- (15) Valletta Kunsilli Lokali [MT]
- (16) Universita ta Malta [MT]
- (17) Ministère du Tourisme [MT]
- (18) Guaguas Municipales sociedad anonima sa [ES]
- (19) CINESI sl consultoria de transport [ES]
- (20) Ayuntamiento de Las Palmas de Gran Canaria [ES]
- (21) Ingeniería Electrónica Canaria S.L [ES]
- (22) Sociedad Municipal de Aparcamientos de Las Palmas de Gran Canaria, SA [ES]
- (23) Euro Project Consult SARL [FR]
- (24) Istituto di Studi per l'Integrazione dei Sistemi SC [IT]
- (25) European Integrated Project SRL [RO]
- (26) Sustainable Services SL [ES]
- (27) Insight Innovation GmbH [DE]
- (28) Vectos (south) Limited LTD [UK]
- (29) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]

Date de début : 01.09.2016

Date de fin : 31.08.2020

Budget Global : 19,975,902.00€

EU Co-financing : (70% to 100%)

Budget CRPM : 413,498.75€ (100% de cofinancement pour la CRPM)

Histoire et contexte :

Au sein de l'UE - et en particulier suite à la crise économique - le tourisme sera le « moteur de la croissance économique », en particulier dans les économies méditerranéennes à faible performance, où le tourisme est traditionnellement un secteur économique dominant. Le marché mondial des touristes continue de croître et l'Europe dispose de points de vente uniques pour l'expansion de la croissance du tourisme à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE (y compris la Chine). Le marché concurrentiel du tourisme oblige les villes à fournir des environnements durables et de haute qualité, comme le souhaitent les touristes, tout en offrant des opportunités d'emplois locaux durables qui permettent de surmonter le caractère saisonnier et parfois imprévisible des segments du tourisme. La réalisation d'une mobilité durable est une partie essentielle de l'équation de croissance pour les villes touristiques européennes.

Description :

DESTINATIONS vise à développer une approche holistique innovante pour construire des systèmes de mobilité urbaine durables pour les résidents et les touristes. Les impacts du projet contribueront de façon positive à la démonstration de la façon dont cette approche peut favoriser la croissance et constituent donc une référence pour les autres villes touristiques de l'UE.

Résultats attendus :

Le projet DESTINATIONS cherche à **démontrer et à évaluer l'efficacité de solutions innovantes de mobilité durable dans 6 villes touristiques** présentant des caractéristiques différentes, mais ayant des défis communs. Les solutions aborderont :

- Planification durable de la mobilité urbaine pour les résidents et les visiteurs
- Espaces publics sûrs, attractants et accessibles pour toutes les générations
- Mobilité partagée et e-infrastructures vers le transport zéro émission
- Logistique de transport urbain intelligent et propre aux destinations touristiques
- Gestion de la mobilité et sensibilisation à la mobilité durable
- Transport public attractant, propre, accessible et efficace

La réalisation des objectifs devrait contribuer à accroître l'attractivité des villes, tant pour les touristes que pour les entreprises du secteur et les effets multiplicateurs sur l'économie des biens et des services. Tout cela contribuera à une meilleure cohésion sociale (ce qui attire de nouveaux investissements).

Principaux livrables attendus :

- Planification durable de la mobilité urbaine (PDMU)
- Des rapports de mise en œuvre et de démonstration sur les mesures pour la sécurité et les publics accessibles
- Plan logistique urbain durable (PLUD) pour chaque ville pilote
- Rapports de mise en œuvre et de démonstration pour les mesures visant la gestion de la demande de mobilité et la sensibilisation accrue à la mobilité durable
- Rapports de mise en œuvre et de démonstration pour l'amélioration des transports publics
- Cartes et initiatives / outils des parties prenantes pour renforcer le rôle des acteurs publics et privés
- Catalogue du DESTINATIONS Business Model
- Guide de recommandations stratégiques
- Matériel de communication pour la diffusion externe (Site Web, dépliant, newsletter, réseaux sociaux)

Mots clés :

Mobilité touristique, économie partagée, modèles commerciaux, TIs, collecte de données, croissance durable, qualité de vie, sécurité, Partenariats publics privés, participation

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM ont la possibilité de suivre les activités et les résultats du projet grâce à ses activités de diffusion et au Groupes de Travail de la CIM sur les transports et la politique maritime intégrée. Ils bénéficieront également des recommandations politiques du projet et pourraient être directement impliqués dans l'expérimentation de certaines mesures spécifiques sur leurs territoires respectifs, comme prévu dans le budget du projet.

Principaux contacts pour ce projet : *Panos Coroyannakis, Davide Strangis*

Twitter : @CIVITAS_DSTNTNS

Site Web : <http://civitas.eu/destinations/>

3. Fonds Européens pour la pêche (FEP)

a. SIMWESTMED

Acronyme : SIMWESTMED

Titre intégral : Supporting Implementation of Maritime Spatial Planning in the Western Mediterranean region

Appel à projet correspondant : EASME/EMFF/2015/1.2.1.3/02

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Tourisme Durable et Culture ; Suivi dans les Régions de l'Agenda Economique Bleu de l'UpM) ; Eau et Energie

Partenaires :

- (1) Service Hydrographique et océanographique de la Marine – SHOM [FR] (Chef de file)
- (2) Agence des Aires Marines protégées – AMPP / Agence française pour la Biodiversité – AFB [FR]
- (3) Instituto español de oceanografía – IEO [ES]
- (4) Centro de Estudios y Experimentación de Obras Públicas – CEDEX [ES]
- (5) Centre d'études et d'expertise sur les risques, environnement, mobilité et aménagement – CEREMA [FR]
- (6) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]
- (7) Consorzio per il coodinamento delle ricerche inerenti al sistema lagunare di Venezia – CORILA [IT]
- (8) Ministère des Infrastructures et des Transports, Direction Générale pour la supervision des Autorités portuaires, infrastructures portuaires et Transports maritime et fluvial – MIT [IT]
- (9) Ministère de l'environnement, terre et mer, Direction Générale pour la nature et la protection de la mer – MATTM [IT]
- (10) Autorité pour l'Environnement et l'Aménagement du territoire – MEPA [MT]
- (11) United Nations Environment Programme, Barcelona Convention Secretariat, and Coordinating Unit for the Mediterranean Action Plan – UNEP MAP [EL]

Partenaires Associés : Conseil National de la Recherche / Institut des Sciences Marines – CNR-ISMAR (IT) ; Université IUAV de Venise (IT) ; Centre d'Activités Régionales pour l'Information et la Communication - INFO/CAR (IT) ; Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires – CAR/PAP (HR)

Date de début : 01.01.2017

Date de fin : 31.12.2018

Budget Global : 2,822,928.74€

EU contribution : 2.258.343,00€ (80%)

Budget CRPM : 71,060€

Histoire et contexte :

L'utilisation des espaces maritimes européens augmente et entraîne des conflits potentiels pour leur occupation, aussi bien entre les différents utilisateurs qu'entre les utilisations maritimes et la préservation du milieu marin. Ce développement requiert la mise en place d'une planification de l'espace maritime (PEM), instrument essentiel pour assurer une gestion efficace des ressources dans les activités maritimes. La PEM fournit un cadre pour la gestion des usages de la mer dans un contexte d'intensification des activités économiques dans les bassins maritimes européens.

Dans ce contexte, la PEM doit jouer un rôle essentiel en termes de maximisation du potentiel de développement de certaines activités clés -comme la production d'énergie renouvelable offshore- et d'arbitrage entre les activités humaines afin d'assurer la durabilité de l'impact cumulé des activités en cours. En fournissant une stabilité, une prévisibilité et une transparence à long terme, la PEM encourage les investissements pour une croissance durable et l'emploi, et assure la pérennité des activités en cours.

Description :

L'objectif des projets est d'aider les États membres à développer la PEM dans leurs eaux marines et à mettre en œuvre une coopération sur la planification transfrontalière dans leur bassin maritime. L'action vise à stimuler le développement d'une approche transfrontalière et écosystémique vers la PEM sur la base des exigences de la Directive sur la planification de l'espace maritime. Plus précisément, les objectifs de cet appel sont les suivants :

1. Soutenir la mise en œuvre de la directive sur la PEM dans les eaux marines des États membres.
2. Initier et mener des initiatives de coopération transfrontalières entre les États membres dans l'Atlantique nord-européen, la Méditerranée occidentale et la Méditerranée orientale, impliquant chacune des autorités compétentes responsables de la PEM d'au moins deux États membres dans la zone sélectionnée.

Résultats attendus :

- **Sensibilisation et compréhension** de l'éventail des **facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la zone marine** dans l'**espace méditerranéen d'Europe occidentale** et les tendances futures ;
- **Tirer parti des mécanismes existants** pour identifier les opportunités sur les meilleures pratiques pour **l'utilisation conjointe des données** (développement d'indicateurs communs) et le **partage des données**, dans le contexte spécifique des **zones transfrontalières** et des enjeux dans l'**espace méditerranéen d'Europe occidentale** ;
- **Identifier et combler** les **lacunes** importantes en matière de **données** et soutenir la **cohérence** de l'analyse des **données** dans les **limites des zones maritimes** ;
- **Examiner la demande spatiale potentielle, l'impact et l'interaction des activités sectorielles maritimes** sur la base des informations fournies par les autorités compétentes et les parties prenantes, en particulier lorsqu'elles couvrent les frontières des zones marines ;
- **Explorer les besoins spatiaux potentiels pour la conservation marine**, en particulier les défis liés au travail transfrontalier ;
- **Examiner les défis** et les possibilités de **coopération transfrontalière sur la PEM** et les approches possibles pour y remédier.

Principaux livrables attendus :

- Soutenir la mise en œuvre de la PEM
 - o Plate-forme régionale PEM (mécanisme pour un réseau permanent et opérationnel entre les États membres dans la région)
 - o Analyse à l'échelle du bassin - évaluation initiale axée sur LA PEM
 - o Analyse du processus de PEM
 - o Conceptuelle pour PEM transfrontalier en Méditerranée occidentale
 - o Analyse des demandes spatiales et des tendances futures pour les secteurs maritimes et l'économie marine
 - o Outils et méthodes prenant en charge le processus de PEM
 - o Améliorer l'engagement des parties prenantes (analyse de bureau, manuel pratique et atelier)
 - o Études de cas dans 5 zones pilotes
- Communication
 - o Site Web, brochure et newsletter
 - o Participation à des événements externes

Mots clés :

Suivi, planification de l'espace maritime, stratégie de la Méditerranée occidentale, Charte de Bologne

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Ce projet contribue directement au développement de l'initiative West Med et à la mise en œuvre de la Charte de Bologne. Les membres de la CIM bénéficieront des résultats du projet et du soutien qu'il apporte à la mise en œuvre de la directive PEM. Les membres de la CIM seront invités à participer à l'atelier de mi-parcours et à la conférence finale organisée par la CRPM, regroupant les partenaires du projet, des régions et institutions de l'UE.

Principaux contacts pour ce projet : *Lise Guennal*

4. PLATFORMA : Focus sur le « module de formation sur le Développement Territorial Intégré »

Titre intégral : Partenariat stratégique avec l'UE « Travailler de façon conjointe pour donner plus de poids aux gouvernements locaux et régionaux pour une meilleure gouvernance et des résultats renforcés en matière de développement dans les pays partenaires de l'UE »

Grant agreement : DCI-NSA/2015/362-870

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : tous les groupes de travail et task forces

Partenaires :

- (1) Membres PLATFORMA
- (2) Régions CRPM
- (3) Institutions européennes
- (4) CONCORDE
- (5) UN-Habitat
- (6) UNDP
- (7) Universités régionales et locales et instituts de recherche

Date de début : Août 2016

Date de fin : Juillet 2017

Budget CRPM pour les activités relatives aux Voisins du Sud : 60,660.48 €

Histoire et contexte :

La CRPM est partenaire du réseau [PLATFORMA](#), qui coordonne la voix des autorités locales et régionales européennes pour le développement avec les institutions européennes. PLATFORMA a signé un Partenariat stratégique avec la Commission européenne dans le but de « travailler ensemble à l'autonomisation des gouvernements locaux et régionaux pour une gouvernance améliorée et des résultats de développement plus efficaces dans les pays partenaires de l'UE ».

L'objectif principal du Partenariat stratégique est de « coopérer pour consolider le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans les pays partenaires -qui agissent comme sphère responsable, autonome et réactive du gouvernement- essentiel à la construction de l'Etat et de l'Etat. Cette consolidation passe par l'approfondissement de la gouvernance démocratique locale, la coopération avec les pairs, l'échange d'expériences et le transfert de connaissances, la création d'une confiance entre les citoyens et les autorités publiques, ainsi que par l'apport de réponses aux citoyens via un meilleur accès aux services de base et à de meilleures conditions de vie, grâce à la mobilisation de ressources naturelles, locales, sociales, économiques et culturelles pour un développement local durable ».

Description :

Un Protocole d'entente entre le CCRE et la CRPM a été signé afin de préciser la portée des activités, les arrangements financiers et le détail de chaque tâche que la CRPM doit entreprendre à ce titre. Les tâches que la CRPM doit accomplir en relation avec les objectifs du partenariat stratégique avec la CE sont les suivantes :

- Étude de recherche : façonner une nouvelle génération de coopération décentralisée pour améliorer l'efficacité et la responsabilisation ;
- Étude de recherche : Vers une nouvelle génération de partenariats public-privé pour la coopération décentralisée ;
- Module de formation sur la prestation de services publics avec une approche territoriale intégrée en Méditerranée ;
- Module de formation sur la prestation de services publics avec une approche territoriale intégrée en Méditerranée.

La mise en œuvre de cette dernière activité est menée par la Commission Interméditerranéenne dans le cadre de son Groupe de Travail sur la coopération territoriale et les stratégies macro-régionales.

Résultats attendus :

- **Amélioration de la compréhension** sur la manière d'adapter les **modèles de coopération décentralisée** afin de respecter les normes d'efficacité et de responsabilisation renforcées tout en favorisant les approches novatrices et les partenariats.
- Traiter la question des **partenariats public-privé** séparément et pas seulement dans le cadre d'une étude plus approfondie de la « Formation d'une nouvelle génération de coopération décentralisée », pour permettre une analyse plus approfondie, ainsi que pour faciliter la recherche de collaborations spécifiques avec des représentants du secteur privé et des directions de la CE au-delà de DEVCO, selon le cas.

- **Amélioration de la compréhension** et de la capacité sur les éléments clés requis pour la **fourniture de services publics** avec une approche territoriale intégrée. Échange d'expériences et apprentissage par les pairs, aussi pour une coopération future entre les autorités infranationales.

Principaux livrables attendus :

- Questionnaire, rapport initial et analyse préliminaire des besoins par une consultation (consultation en ligne, entretiens téléphoniques ou virtuelles, réunions en face à face) ;
- Manuel sur le développement territorial intégré dans le Med avec un focus sur le Maroc et la Tunisie, y compris des lignes directrices pour les autorités locales et régionales méditerranéennes ;
- Séance de formation pour présenter et diffuser la version finale du Manuel à organiser à la fin de 2018.

Mots clés :

Coopération décentralisée ; Programme de coopération ; Développement territorial intégré ; développement durable ; réseau

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM bénéficieront de modèles de coopération décentralisés développés dans le cadre du projet, d'un dialogue et d'un échange améliorés avec les gouvernements régionaux et locaux des pays de la politique européenne de voisinage. Le module de formation développé dans le cadre du projet sera l'occasion de développer et de favoriser l'apprentissage par les tiers, le renforcement des capacités et la collaboration directe entre les autorités locales et régionales du Nord et du Sud de l'UE dans des domaines spécifiques tels que l'environnement, l'énergie et le climat, le développement durable des zones côtières et la politique maritime intégrée, le transport multimodal intégré à l'échelle ville-région et la cohésion sociale et économique. Les livrables produits par le module de formation dans le cadre du partenariat -ex. : manuel avec des directives sur les sujets susmentionnés, la formation, les principaux principes de mise en œuvre pour assurer une approche participative et démocratique- seront mis à la disposition des membres de la CIM.

Principaux contacts pour ce projet : *Davide Strangis*

B. PROJETS AUXQUELS LA CIM PARTICIPE EN TANT QUE PARTENAIRE ASSOCIE

1. Interreg MED

a. Projets horizontaux

- **BleuTourMed_C3**

Acronyme : BleuTourMed_C3

Titre intégral : Tourisme maritime et côtier durable en Méditerranée – Community building, Communication et Capitalisation

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020 – 1er appel à projet

Objectif spécifique : 3.1: « Améliorer le développement d'un tourisme côtier et maritime durable et responsable dans l'espace MED »

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Tourisme Durable et Culture ; Suivi de l'Agenda de l'Economie Bleue dans les Régions de l'UpM) ; Eau et Énergie

Partenaires :

- (1) [Arc Latin](#) [ES] (Chef de file)
- (2) [Conseil Provincial de Barcelone](#) [ES]
- (3) [Plan Bleu](#) Pour l'environnement et le développement en Méditerranée [FR]
- (4) Union des Universités de la Méditerranée – [UNIMED](#) [IT]
- (5) [Université Panteion](#) de Sciences Sociales et Politiques [EL]
- (6) [Eurorégion Adriatique-Ionienne](#) [HR]

Partenaires Associés: Association des Chambres de Commerce et d'industrie de Méditerranée (ASCAME); DEFISMED ; Conseil Provincial de Tarragone ; Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe CIM CRPM-CIM [FR] ; Forum des Chambres de Commerce adriatiques-ioniennes ; Centre de Coopération pour la Méditerranée de l'UICN (UICN-Med) ; Ville de Nice- Réseau des Villes Euromed ; Plateforme pour les modèles urbains méditerranéens durables (CAT-MED) ; Aire Métropolitaine de Barcelone – Medcities ; Université de Catane ; Université de Bari "Aldo Moro" ; Université de Girona ; Confédération tourisme grec ; Agence Régionale pour la promotion du tourisme "in Liguria" ; Métropole de Florence ; Conseil Provincial de Valence ; Gouvernement Provincial de Malaga; Province de Livourne ; Région de Thessalie ; Réseau de Développement des Villes Grecques (Réseau des Villes DEPAN) ; Région Sud-Egée ; Fédération italienne des Parcs et Réserves Naturelles ; Europarc Italie ; Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires – CAR/PAP ; Municipalité de Gênes ; Université de l'Egée – Unité de Recherche ; Université Méditerranéenne Podgorica, Faculté de Tourisme; Métropole de Turin

Date de début : 01.11.16

Date de fin : 31.10.19

Budget Global : 1,411,697.35 €

Co-financement : 1,199,942.75 € (85%)

Histoire et contexte :

En Méditerranée, le secteur du tourisme offre de grandes opportunités pour la croissance économique et l'emploi. L'exploitation de ce potentiel nécessite des stratégies de développement durable pour le secteur. Pour cette raison, les projets sur le tourisme durable doivent garantir que l'impact de ces activités sur le patrimoine naturel et culturel soit pris en compte dans le développement du tourisme côtier et maritime.

Description :

Construit sur une société de partenariat transnational doté d'une connaissance et d'une expérience solides sur la gestion intégrée du littoral et les politiques de tourisme durable, BleuTourMed vise à soutenir et à assurer des synergies entre les projets modulaires sélectionnés dans le cadre de l'Objectif spécifique 3.1 (Tourisme durable) du programme Interreg MED 2014-2020. Les partenaires sont prêts à partager les connaissances et les meilleures pratiques, à améliorer les expériences existantes parmi les acteurs clés et à créer de nouveaux partenariats pour la promotion et le renforcement de nouvelles politiques vers un tourisme méditerranéen plus durable.

En tant que projet horizontal, son objectif principal est de construire la communauté de projets modulaire et les aider à synthétiser et intégrer leurs données, méthodes et résultats afin de mieux communiquer et capitaliser leurs résultats au niveau méditerranéen. Les activités de community building se concentrent sur la stimulation du partage et de la copropriété des données et des résultats parmi les 14 projets, dont les objectifs sont :

1. Améliorer l'attractivité et l'offre touristique ;
2. S'attaquer aux pressions du tourisme ;
3. Renforcer les pratiques de planification et de gestion en matière de tourisme durable dans la MED.

La capitalisation traite et diffuse ces résultats pour la mise en œuvre du cadre politique concernant le tourisme durable côtier et maritime : par ex. PEM, GIZC, DCSMM, AMP, UNEP, stratégie de croissance bleue, initiative Blue Med et politiques de développement régional intégré sur le tourisme durable.

Résultats attendus :

- **Stratégie de Communication**
 - o Diffusion des résultats PHs et PMs et maximisation de leur impact
 - o Atteindre les bonnes cibles et le public plus large possible
- **Community building**
 - o Autoriser l'accès aux liens thématiques & les livrables clés grâce à une base de données
 - o Résultats de la capitalisation & approche méthodologique via une carte et des outils en ligne
 - o Identification des groupes cibles et des indicateurs communs
 - o Aider les députés à trouver des synergies entre eux et atteindre leurs objectifs
 - o Contribuer à la création d'une communauté afin d'accroître la connaissance et le dialogue social en matière de tourisme durable/responsable en M&C
- **Stratégie de Capitalisation**
 - o Partage du calendrier avec les événements externes du tourisme durable
 - o Diffusion des déclarations et des documents stratégiques (notamment par l'intermédiaire de l'Axe 4 - Gouvernance)
 - o Cartographie de la communauté MED sur le tourisme durable (partenaires et associés)
 - o Rassembler les résultats des PMs et les partager avec la communauté MED sur le tourisme durable
 - o Intégrer les résultats des PMs dans un cadre thématique transnational systémique

Mots clés :

Tourisme durable maritime et côtier, GIZC, attractivité, pressions du tourisme, capitalisation, diffusion

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM pourront bénéficier directement des résultats du projet et de ses événements connexes et faire partie de la Communauté MED sur le tourisme durable. Ils auront la possibilité d'interagir, de consolider les réseaux, de suivre les activités de tous les PMs de la communauté et d'exploiter tous les liens pour alimenter leurs réflexions politiques et techniques sur des thèmes spécifiques liés au tourisme durable.

Principaux contacts pour ce projet : *Emmanuel Maniscalco*

Twitter : @MEDCommunity3_1 / LinkedIn: Interreg MED Sustainable Tourism Community

Site Web : <https://interreg-med.eu/en/thematics/sustainable-tourism/>

- **GO-SUMP**

Acronyme : GO-SUMP

Titre intégral : GO-SUMP – Improving Sustainable Urban Mobility

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020 – 1er appel

Objectif spécifique : 2.3: « Accroître la capacité d'utilisation des systèmes de transport à faibles émissions de carbone existants ainsi que les connexions multimodales entre eux »

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TF : Suivi dans les Régions de l'Agenda Economique Bleu de l'UpM)

Partenaires :

- (1) Ayuntamiento de Málaga – Municipalité de Malaga [ES] (Chef de file)
- (2) EUROCITIES ASBL [BE]
- (3) Aire Métropolitaine de Barcelone – Secrétariat Général de Medcities – AMB [ES]
- (4) Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains – CODATU [FR]
- (5) Union des Universités de la Méditerranée – UNIMED [IT]
- (6) Centre Environnemental Régional, Centre d'Europe Centrale et de l'Est, Bureau National Ljubljana – REC [SI]

Partenaires Associés : Plateforme pour les Modèles Urbains Durables - CAT MED (ES) ; POLIS (BE) ; Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe CIM CRPM-CIM (FR) ; Institut albanais de Transport – Ministère des Transports et Infrastructures (AL) ; Gouvernement de Catalogne, Département du Territoire et de la Durabilité (ES) ; AVITEM (FR) ; Commission internationale du bassin de la rivière Sava (HR)

Date de début : 01.11.16

Date de fin : 31.10.19

Budget Global : 1.165,000.00€

Co-financement FEDER : 990,250.00 € (85%)

Histoire et contexte :

La capitalisation et la dissémination des résultats au niveau transnational ont connu des difficultés au cours de la dernière période de programmation. En ce qui concerne la mobilité durable dans le cadre de la planification urbaine, l'écart est encore plus important en Méditerranée, même si la configuration classique de la proximité de la ville pourrait facilement inspirer une stratégie de transport à faible teneur en carbone.

Description :

En utilisant un partenariat spécialisé comme colonne vertébrale de la structure de travail, GO SUMP travaillera à résoudre l'écart de mobilité durable dans l'urbanisme en guidant et soutenant des projets modulaires autour d'une communauté pour améliorer la visibilité, la capitalisation et l'intégration de leurs résultats grâce à des stratégies conjointes basées sur des synergies et des réseaux. GO SUMP jouera le rôle de pont entre le programme et les projets MED et les parties prenantes pour leur communication et capitalisation à travers des groupes thématiques clés tels que CIVITAS, Eltis, la plateforme SUMP ou le Pacte des maires.

Résultats attendus :

Contribuer à une identité unique sur les SUMP dans les villes Med en améliorant ses particularités afin de mettre en œuvre des mesures de transport et de mobilité à faible teneur en carbone.

Mots clés :

Transport à faibles émissions de carbone ; mobilité durable ; planification urbaine ;

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM pourront suivre les activités et les résultats du projet par le biais du groupe de travail de la CIM sur les transports et la politique maritime intégrée. Ils peuvent également faire partie de la communauté MED sur les Transports Urbains et les événements connexes - via lesquels ils auront la possibilité d'interagir, de consolider les réseaux, de suivre les activités de tous les PMs de la communauté et d'exploiter toutes les connexions pour alimenter leurs réflexions politiques et techniques sur des thèmes spécifiques liés aux transports urbains. Des synergies avec le projet CIVITAS DESTINATIONS sont à explorer.

Principaux contacts pour ce projet : Flora Leroy

Twitter : @interreg_gosump / LinkedIn: Urban Mobility Go Sump

Site Web : <https://interreg-med.eu/thematics/urban-transport/>

b. Axe 4 (Governance) - PANORAMED

L'objectif global de l'Axe 4 est de « *soutenir la capacité institutionnelle des autorités publiques concernées et des parties prenantes dans la définition d'un cadre commun de gouvernance transnationale pour l'identification et la mise en œuvre d'approches, de politiques et de projets stratégiques partagés sur des thèmes identifiés* ».

Pour ce faire, une « plateforme » des autorités nationales et régionales, impliquant les acteurs concernés, les programmes, organisations et réseaux agissant en Méditerranée, sera créée. Cette plateforme sera le principal rendement du projet de l'Axe 4 financé par le Programme, à savoir PANORAMED.

Acronyme : PANORAMED

Titre intégral : PANORAMED

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020

Objectif spécifique : 4.1: "To support the process of developing multilateral coordination frameworks and strengthening the existing ones in the Mediterranean for joint responses to common challenges"

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Tourisme Durable et Culture ; Suivi dans les Régions de l'Agenda Economique Bleu de l'UpM) ; Eau et

Énergie (TF : Rénovation Énergétique dans des bâtiments de la Méditerranée) ; Cohésion Economique et Sociale (TF : Vasco de Gama)

Partenaires :

- Ministère espagnol des Finances et de l'Administration Publique – Direction Générale des Fonds européens (Chef de file)
- Albanie, Ministère de l'Intégration européenne
- Bosnie Herzégovine, Direction de de l'Intégration européenne du Conseil des Ministres
- Croatie, Ministère du Développement régional et des fonds européens
- Chypre, Direction Générale des Programmes européens, coordination et développement
- France, sous l'autorité du Premier ministre : Commissariat Général pour l'Égalité des Territoires et Secrétariat Général de la mer, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Grèce, Ministère de l'Économie, du Développement et du Tourisme – Secrétariat Général pour les investissements Publics, Crète
- Italie, Région Emilie Romagne, Région Marche, Région Molise and Région Toscane
- Malte, Ministère des Affaires européennes et de la mise en œuvre du Manifesto Electoral
- Monténégro, Ministère des affaires Étrangères et de l'Intégration européenne – Direction Générale pour la coordination des Programmes d'aide européens
- Portugal, Ministère de l'Aménagement et des Infrastructures – Agence pour le Développement et la Cohésion
- Slovaquie, Bureau du Gouvernement pour le développement et la politique de cohésion de l'UE

Partenaires Associés : (tenant compte des acteurs principaux), institutions, ETC and ENI Programmes (UNEP/MAP, UFM, EUSAIR, BLUEMED, Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR], INTERACT, ADRION, BALKAN MED, SOUTH WEST, INTERREG EUROPE, ENI CBC MED) et soutien de : DG REGIO, DG MARE and DG NEAR

Date de début : Juin/Juillet 2017

Date de fin : Juin/Juillet 2022

Histoire et contexte :

Au cours de la période 2007-2013, les projets MED ont fourni de nombreuses preuves et données significatives sur les priorités thématiques établies. Ils ont produit une énorme quantité de bases de données, d'analyses, d'études, de projets pilotes, etc., qui représentent une source massive de données et d'informations thématiques.

En dépit de cette importante production et de l'effort financier public correspondant, l'absence d'une méthodologie permanente et structurée - au niveau du programme - permettant des synergies intersectorielles thématiques et systémiques a conduit au développement d'une population fragmentée de projets avec un impact limité ou nul au-delà de leur environnement proche, à l'exception de certains d'entre eux.

Les considérations susmentionnées ont accompagné le travail des États membres dans la phase de définition du programme Interreg MED pour la période 2014-2020.

La nouvelle approche du programme prévoit 3 niveaux d'impact, intégrant une approche ascendante et descendante. PANORAMED agit comme troisième niveau : le projet plateforme Axe 4 est un forum de dialogue d'autorités nationales et régionales multi-niveaux fondé sur des preuves, impliquant des acteurs, programmes et initiatives pertinents et actifs en Méditerranée qui exploiteront les résultats des projets MED.

L'exercice contribuera à la définition et à la mise en œuvre de politiques et de projets stratégiques partagés au niveau méditerranéen.

Description :

L'Axe 4 du projet PANORAMED est une initiative descendante (top-down) qui adopte une approche fondée sur des données probantes pour contribuer à des processus éclairés de prise de décision et de politique au niveau national et transnational sur les secteurs identifiés et les problèmes transversaux.

Cela sera réalisé grâce à un projet de plate-forme spécifique des autorités nationales et régionales qui analysera les résultats produits par les projets MED et par d'autres programmes/initiatives/organisations méditerranéennes pour fournir une base scientifique à une contribution plus solide aux politiques et initiatives stratégiques en Méditerranée.

Cette approche stratégique et axée sur les résultats, qui renforce également la coordination et la complémentarité entre les objectifs de coopération territoriale européenne ceux de l'investissement pour la croissance et l'emploi, est conforme aux règlements de l'UE et elle est soutenue par la Commission européenne. Le projet de plateforme prévoit un schéma flexible en 2 phases principales : une première phase de démarrage et de test d'une durée d'environ 1 an et demi et une seconde phase de stabilisation.

Résultats attendus :

- Méthodologies sur la manière d'exploiter et de comparer les résultats des projets MED et d'autres initiatives/Programmes/organisations dans la région
- Rapports sur les lacunes thématiques et intersectorielles et les opportunités de croissance
- Documents clés : documents d'orientation, plans d'action, études de faisabilité, accords multilatéraux, nouveaux programmes de coopération
- Secteur transversal transnational/événements thématiques de haut niveau
- Termes de référence de projets stratégiques top down

Principaux livrables attendus :

- Analyse comparative des lacunes et des opportunités de croissance en fonction des livrables collectés du projet
- Documents clés pour soutenir les processus d'élaboration des politiques
- Des événements de haut niveau pour contribuer aux cadres politiques et aux plans d'action partagés au niveau méditerranéen
- Termes de référence de projets stratégiques top down

Mots clés :

Capitalisation, plate-forme, gouvernance, tourisme de M&C, surveillance maritime

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Ce projet reliera les résultats de tous les projets de MED, y compris ceux développés par d'autres programmes / organisations / réseaux actifs dans la Méditerranée -à l'élaboration de politiques de manière globale, en mettant l'accent sur le tourisme de M&C et la surveillance maritime dans la première étape- afin de repérer les lacunes et les opportunités partiellement ou pas encore abordées.

Les membres de la CIM bénéficieront directement du travail effectué dans le cadre du projet en termes de recommandations politiques et de possibilités de participer à des projets stratégiques pertinents. Le premier comité de pilotage du PANORAMED sera organisé à la suite de l'assemblée générale CIM 2017 les 6 et 7 juillet à Naples et le lancement officiel dû à Séville.

Principaux contacts pour ce projet : *Davide Strangis*

Site Web : <https://interreg-med.eu/thematics/governance/>

C. AUTRES

1. Accord de coopération entre le Secrétariat de l'UpM et la CIM-CRPM

Acronyme : UpM – Promotion de l'Économie Bleue en Méditerranée

Titre intégral : Union pour la Méditerranée - Promotion de l'Économie Bleue dans la Méditerranée

Appel à projet correspondant : EASME/EMFF/2016/1.2.1.1 – Promotion de l'Économie Bleue dans la Méditerranée

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Pêches et Aquaculture ; Tourisme Durable et Culture ; Suivi de l'Agenda de l'Économie Bleue dans les Régions de l'UpM)

Projet de coopération entre Le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM) et la Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe (CRPM)

Date de début : Janvier 2017

Date de fin : Juin 2019

CPMR – LAZIO budget (valorisation des ressources humaines) : €62.710,00

Histoire et contexte :

Le 17 novembre 2015 à Bruxelles, les 43 pays membres de l'UpM ont avancé et ont adopté conjointement la première Déclaration ministérielle de l'UpM sur l'Économie Bleue

(http://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2015/11/2015-11-17-declaration-on-blue-economy_en.pdf).

La Conférence ministérielle de l'UpM sur l'économie bleue, réunissant les 43 Partenaires de l'UpM, possède un mandat politique pour améliorer la gouvernance maritime et fournir des conseils pour créer un environnement propice à la création d'emplois, à l'innovation et aux possibilités économiques basées sur la savoir grâce au développement des principaux secteurs marins et maritimes.

La Déclaration fournit des orientations générales sur les principales lignes d'action pour les années à venir et définit les missions du Secrétariat de l'UpM pour faciliter et soutenir les pays méditerranéens dans le développement des recommandations émanant de ladite Déclaration.

En particulier, la Déclaration ministérielle sur l'économie bleue du 17 novembre 2015 a confié au Secrétariat de l'UpM un rôle majeur pour faciliter le dialogue politique sur l'économie bleue et aider les pays à façonner l'agenda régional des priorités et l'ensemble d'actions relatives, telles que les initiatives, les programmes et les projets.

Description :

Les Objectifs spécifiques de l'Action concernent le soutien et le renforcement des capacités techniques du Secrétariat de l'UpM sur la politique maritime et l'économie bleue afin de mener à bien le premier ensemble de missions confiées par la déclaration ministérielle de l'UpM sur l'économie bleue susmentionnée, à savoir :

- Objectif 1. Renforcer le dialogue régional sur l'économie bleue / politique maritime intégrée et faciliter l'élaboration d'un agenda et d'un portfolio régionaux de l'économie bleue
- Objectif 2. Aider à l'identification et à la promotion d'initiatives et de projets conformes à l'agenda méditerranéen BE
- Objectif 3. Faciliter la mise en réseau et le partage d'informations entre les acteurs concernés de l'économie bleue

Résultats attendus :

L'action contribuera aux cinq paquets de travail de la subvention de l'Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises (EASME), gérés par l'Union pour la Méditerranée, illustrant les activités nécessaires pour servir les objectifs mentionnés. Les paquets de travail sont :

- Work Package 1. - Assister le dialogue régional et l'Agenda sur l'économie bleue ;
- Work Package 2. - Soutenir la participation de l'UpM dans l'Economie Bleue et la promotion d'un portefeuille régional de projets et d'initiatives selon l'agenda de l'économie bleue ;
- Work Package 3 - Faciliter la mise en réseau et le partage d'informations entre les acteurs concernés de l'économie bleue par le biais du « Centre virtuel de connaissances » ;
- Work Package 4 - Management of the action ;
- Work Package 5 - Dissémination.

Mots clés :

Économie bleue ; Croissance bleue, Union pour la Méditerranée ; Stratégies et initiatives émergentes ; mise en réseau

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM pourront suivre et contribuer directement à cette coopération et à ces synergies dans le cadre de la Task Force « Suivi dans les régions de l'agenda économique de l'UpM ». Ils auront la possibilité de partager des idées et de l'expérience en vue de l'élaboration de l'agenda et du portefeuille régional sur l'économie bleue d'UpM, participer aux activités et événements organisés par l'UpM en relation avec l'Economie Bleue (par exemple, la conférence annuelle des parties intéressées sur l'Economie Bleue) Et promouvoir des idées de projets conformes à l'agenda EB de la Méditerranée.

Principaux contacts pour ce projet : *Davide Strangis*

II. PROJETS EN COURS D'ÉVALUATION

A. PROJETS DANS LESQUELS LA CIM PARTICIPE EN TANT QUE PARTENAIRE A PART ENTIERE

1. Interreg MED

Tous les projets Interreg MED en cours d'évaluation ont été soumis dans le cadre du deuxième appel à propositions en mars 2017. Les résultats devraient être notifiés aux candidats avant l'été.

La CIM a décidé de s'impliquer en tant que partenaire à part entière dans un seul projet intégré, qui est considéré comme particulièrement pertinent en ce qui concerne son plan d'action et les activités de sa Task Force sur le Tourisme durable et culturel. Ce projet est complémentaire aux autres projets en cours (à savoir CO-EVOLVE, MITOMED + et BleuTourMed).

La CIM est impliquée en tant que partenaire associé -ce qui implique une contribution beaucoup plus légère- dans trois autres projets, à savoir un projet de capitalisation sur la protection de la biodiversité et deux projets intégrés sur la croissance bleue.

a. Projets modulaires

• HERIT-DATA

Acronyme : HERIT-DATA

Titre intégral : Gestion durable de l'héritage à travers l'impact du tourisme de masse grâce à une utilisation à grande échelle de mégadonnées ouvertes

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020 – 2^{ème} appel à projet

Objectif spécifique : 3.1: « Améliorer le développement d'un tourisme côtier et maritime durable et responsable dans l'espace MED »

Type de projet : Projet intégré (études + expérimentation + capitalisation)

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Tourisme Durable et Culture ; Suivi l'Agenda de l'Economie Bleue dans les régions de l'UpM) ; Cohésion Economique et Sociale (TF : Vasco de Gama)

Partenaires :

- (1) Région Toscane – Département d'organisation et de systèmes d'information [IT] (Chef de file)
- (2) Fondation pour la recherche et l'innovation – FRI [IT]
- (3) Fondation pour le Patrimoine Historique Santa Maria Real – FSMLRPH [ES]
- (4) Entreprise de Développement de la Région de Grèce Orientale S.A. OTA - Olympiaki [EL]
- (5) Agence de développement de la ville de Dubrovnik – DURA [HR]
- (6) Agence des Villes et Territoires Méditerranéens Durables – AviTeM [FR]
- (7) Faculté de Sciences et Technologie - Université Nouvelle de Lisbonne – FCTUNL [PT]
- (8) Conseil Local de la Valette – VLC [MT]
- (9) Fondation Valenciaport pour la Recherche, la Promotion et les Etudes Commerciales, Région de Valence [ES]
- (10) Occitanie / Région Pyrénées-Méditerranée [FR]
- (11) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]
- (12) Agence valencienne du Tourisme – Generalitat Valenciana [ES]

Partenaires Associés : Municipalité d'Ibiza (ES) ; Generalitat Valenciana, Ministère régional des Finances et du Modèle Economique, D.G. Financements et Fonds européens (ES) ; Municipalité de Valence (ES)

Date de début : 01.12.2017

Date de fin : 30.11.2021

Budget Global : 4,210,500€

Co-financement FEDER : 3,578,925€ (85%)

Budget CRPM : 221,500€

Histoire et contexte :

Le tourisme de masse dans les zones côtières méditerranéennes n'a pas seulement un impact sur les « stations balnéaires », mais d'autres destinations qui présentent un grand intérêt culturel, historique et patrimonial, sont également prisées. Cela vaut aussi bien pour les anciens centres historiques que pour les sites archéologiques, dont beaucoup sont classés au patrimoine mondial de l'UNESCO.

L'idée du projet consiste à trouver des solutions à un problème qui affecte l'économie, la démographie et la conservation du patrimoine matériel et immatériel des territoires. Il s'inscrit dans le cadre du Programme Opérationnel (PO) d'Interreg MED, qui souligne une série de défis, de besoins et d'opportunités communs, tels que :

- Pour une croissance durable : l'un des principaux défis est la pression des activités économiques sur les ressources culturelles et, parmi les besoins clés, il convient de rappeler la nécessité d'une gestion plus durable des villes méditerranéennes et la nécessité d'améliorer la résilience, en particulier le patrimoine naturel et culturel des zones côtières face aux pressions humaines ;

- Pour une croissance inclusive : la nécessité de mieux prendre en compte les problèmes socioéconomiques et les besoins des utilisateurs finaux dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement durable. En particulier, le PO fait allusion aux fortes pressions économiques et urbaines exercées par un ensemble d'activités socioéconomiques, y compris le tourisme de masse, et stipule que « ... le développement durable appliqué au tourisme ne consiste pas seulement à utiliser de manière optimale les ressources environnementales (...), mais aussi à respecter l'authenticité socioculturelle des communautés hôtes et à fournir des avantages socio-économiques à toutes les parties prenantes dans la destination ».

Description :

Bien que le tourisme soit un moteur majeur de la croissance économique, il constitue également un fardeau difficile à gérer et a un impact important sur la conservation du patrimoine.

L'objectif général du projet est de réduire l'impact des activités humaines (liées au tourisme) sur le patrimoine culturel, avec un focus sur 2 types de destinations culturelles susceptibles de bénéficier et d'être affectées par le tourisme de masse : vieilles villes & sites d'un patrimoine culturel particulier ou présentant un intérêt archéologique pour les visiteurs, en particulier les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Dans ce cadre, HERIT-DATA prévoit de développer une gestion durable et responsable du tourisme vers le patrimoine culturel dans les régions MED, notamment en profitant de la technologie et de l'innovation dans les outils de gestion (villes intelligentes), ainsi que d'autres mesures politiques et sociales.

Une série de connaissances et de solutions (modèles, stratégie, outil d'intelligence artificielle et application, etc.) en ligne avec les changements sectoriels et les caractéristiques actuelles des destinations intelligentes seront développées, testées et transférées. Les résultats contribueront également aux processus décisionnels d'un point de vue holistique et de toutes les parties prenantes : planificateurs (administration publique et organismes de gestion du patrimoine ou du patrimoine) ; visiteurs (les touristes côtiers et les touristes visitant les sites patrimoniaux), les acteurs locaux et les citoyens hôtes.

Résultats attendus :

- **Meilleure planification** pour le **développement d'une gestion durable et responsable du tourisme vers le patrimoine culturel dans les régions MED** : tous les résultats du projet visent à contribuer à l'indicateur des résultats du programme, qui consiste à accroître le niveau de durabilité du tourisme dans les régions côtières de l'espace MED. Grâce au suivi des activités, les partenaires pourront produire les statistiques et analyses comparatives nécessaires, en particulier sur la base des données sociales et économiques liées au tourisme.
- **Nouveaux instruments, connaissances et outils** disponibles pour **favoriser un tourisme durable et responsable** : afin de répondre aux objectifs du programme et des projets, le projet créera également de nouvelles solutions technologiques capables de soutenir les processus décisionnels.
- **Expérience transnationale et connaissances** acquises sur les **technologies Smart Destinations** : les destinations intelligentes requièrent une utilisation et une capacité suffisantes pour profiter des nouvelles technologies, en particulier l'analyse des données.
- Les Partenaires apprendront de leurs expériences et leurs capacités mutuelles sur des questions qui amélioreront leur capacité de gestion et de planification, en particulier la gestion de l'information en temps réel, de la grande analyse de données, de l'Internet des Choses (IOT) ou des stratégies de données ouvertes, qui sont des éléments fondamentaux pour la transition vers des destinations touristiques plus intelligentes.

Principaux livrables attendus :

- L'indice de référence transnational de l'impact du tourisme de masse sur les écosystèmes du patrimoine culturel
- Cartographie et protocole pour la sélection des données et sources
- Stratégie MED pour Croisière durable destination vers l'héritage culturel
- Outil d'intelligence artificielle et application pour soutenir la prise de décision
- Modèle de gestion du tourisme de masse pour le patrimoine culturel mondial sur la base de nouvelles technologies
- Projets de démonstration pilotes sur place
- Modèles et Histoires de réussite
- Renforcement des capacités et autonomisation (Méthode de formation et de transfert)

Mots clés :

Tourisme de masse ; héritage culturel ; activités humaines ; Destinations culturelles ; Changements de comportement ; Recommandations de GIZC ; Gestion durable et responsable du tourisme ; Régions côtières du MED

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM pourront suivre les activités et les résultats du projet par le biais de ses activités de diffusion, dans le cadre de la Task Force de la CIM sur le Tourisme durable et culturel, et bénéficier des résultats/recommandations concernant la coopération, la planification conjointe et intégrée et la gestion d'intérêts contradictoires.

2. HORIZON 2020

a. SHAREMED

Acronyme : SHAREMED (*en cours d'évaluation – 2ème et dernière phase*)

Titre intégral : Partage des ressources, de l'Expertise, et des méthodes de hautes résolution cartographique pour l'amélioration de la gestion des ressources des fonds océaniques et aléas géologiques en Mer Méditerranée

Appel à projet correspondant : H2020/INFRAIA/02-2017

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Suivi de l'Agenda sur l'Economie Bleue dans les régions de l'UpM) ; Eau et Energie

Partenaires :

- Instituts de recherche
 - Conseil National de Recherche espagnol – CSIC Barcelona [ES]
 - Institut espagnol d'Océanographie – IEO [ES]
 - Conseil National de Recherche – CNR Rome [IT]
 - Conseil National de Recherche – CNR Bologna [IT]
 - Conseil National de Recherche – CNR Naples [IT]
 - Université de Rome [IT]
 - Université de Barcelona [ES]
 - Institut Géologique et Minier d'Espagne – IGME [ES]
 - Consortium National Inter-universitaire pour les Sciences Marines – CoNISMa [IT]
 - Institut National d'Océanographie et de Géophysique Expérimentale – OGS [IT]
 - Université de Paris VI-Sorbonne [FR]
 - Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer – IFREMER [FR]
 - GÉOAZUR Unité de recherche multidisciplinaire – GÉOAZUR [FR]
 - Centre grec pour la recherche marine – HCMR [EL]
 - Université de Malta [MT]
- Consultants
 - FUGRO Geoconsulting France [FR]
 - FUGRO FOSPO Italie [IT]
 - IGEOTEST Espagne [ES]
 - ESGEMAR – GEOMYSTA Group [ES]
- Développeurs web
 - MENEMOTIX [FR]
 - EXALTECH [IT]
- Administrations Publiques
 - Regione Lazio [IT]
- Industrie
 - TOTAL [FR]
 - ENI [IT]
 - HELLENIC [EL]
 - REPSOL [ES]
 - TELEFONICA [ES]
 - ENGIE [FR]
 - EDF [FR]
 - DEPA [EL]
 - TRACTEBEL [FR]
- Protection Civile
 - Département de Protection Civile [IT]
 - Protection Civile [ES]
 - Institut National Géographique d'Espagne – IGN [ES]
 - Organisme de prévision et de protection contre les séismes - EPPO [EL]
- Autorités côtières et cartographiques
 - Service hydrographique et océanographique de la Marine – SHOM [FR]
 - Institut Hydrographique de la Marine [ES]
 - Ports de l'Etat [ES]
 - Institut Hydrographique de la Marine [IT]
- Autres
 - Réseau européen d'observation et de données marines – EMODnet
 - Observatoire européen pluridisciplinaire des fonds marins et colonnes d'eau – EMSO
 - Le système européen d'observation sismologique – EPOS
 - Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Méditerranée – CIESM

- Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe CIM – CPMR-CIM [FR]

Date de début : Janvier 2018

Date de fin : Décembre 2021

Budget Global : environ 5 million d'euros

Budget CRPM : environ 20 000 euros

Histoire et contexte :

Au cours des deux dernières décennies, la résolution et la précision des images acoustiques des fonds marins ont augmenté de façon exponentielle. Cela permet de représenter des traits géomorphologiques avec une précision inédite. La collecte de nouvelles données augmente constamment, permettant aux géologues de confirmer sur certaines données la véracité de certains postulats basés sur une faible disponibilité des données. Beaucoup de données disponibles aujourd'hui sont malheureusement mal utilisées par les instituts de recherche en raison de la faible disponibilité de produits à haute résolution.

La Méditerranée abrite plusieurs risques géologiques marins, très fréquents et souvent sous-estimés, d'une nature différente de celle des mers épicontinentales (Béring et Mer du Nord), ex. : volcans actifs, les failles des fonds marins en raison de fractures récentes, l'érosion des canyons provoquant des glissements de terrain sous-marins ayant des répercussions directes sur la dynamique côtière, etc.

Description :

Le projet SHAREMED propose de réinterpréter les données à faisceau multiple actuellement disponibles dans les instituts de recherche méditerranéens, avec la plus haute résolution possible, en utilisant des critères standardisés et homogènes qui seront définis conjointement par les instituts de recherche concernés. Les données réinterprétées seront mises à la disposition des opérateurs de l'industrie grâce à la mise en place d'une plateforme Web qui sera l'outil principal pour le partage des produits, la représentation homogène et la gestion géographique des données.

Résultats attendus :

1. Mise en œuvre et partage des bonnes pratiques pour la représentation cartographique et l'interprétation des risques géologiques marins en Méditerranée entre différents instituts de recherche
2. Structurer la communauté scientifique européenne pour l'exploration des risques géologiques marins
3. Transfert de connaissances et de données aux utilisateurs finaux

Mots clés :

Risques géologiques marins, planification de l'espace maritime, collecte de données, données multifaisceaux, instituts de recherche, plate-forme web

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Si ce projet est sélectionné pour financement, la CIM jouera un rôle important dans les activités de communication, de diffusion et de sensibilisation. Elle soutiendra plus particulièrement l'organisation de 2 conférences, une à Rome et une au Maghreb, ainsi que des activités de diffusion pouvant être liées au Comité de coordination de la Charte de Bologne. Les membres de la CIM – en particulier les autorités de la Méditerranée du Sud - bénéficieraient des résultats de ce projet, qui vise à sensibiliser les autorités publiques et les parties prenantes spécifiques, et à produire des recommandations politiques sur le secteur de la planification de l'espace maritime, en lien avec plusieurs activités entrepreneuriales dans le cadre de l'Economie Bleue/Croissance Bleue.

La CIM veillerait à ce que l'UpM, les autorités du Sud et d'autres parties prenantes/autorités concernées compétentes dans le domaine des risques naturels marins (c.-à-d. la protection civile, les autorités portuaires, les entités chargées de la planification de l'espace maritime) participent à ces activités, notamment pour apprendre à utiliser les cartes de localisation des risques produites par le projet.

3. ERASMUS+

a. FIT4BLUE

Acronyme : FIT4BLUE

Titre intégral : Tourisme de pêche pour l'Economie Bleue

Appel à projet correspondant : ERASMUS+/KA205/2017 – Partenariats stratégiques pour la jeunesse

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Suivi de l'Agenda de l'Economie Bleue dans les Régions de l'UpM) ; Cohésion Economique et Sociale (TF : Vasco de Gama)

Partenaires :

- (1) Coopérative pour le Développement de l'emploi dans les métiers du patrimoine – Petra Patrimonia Corsica [FR] (Chef de file)
- (2) Cooperativa de armadores de pesca del Puerto de Vigo S.C.G. – ARVI [ES]
- (3) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]
- (4) SGS TECNOS [ES]
- (5) Haliéus [IT]
- (6) M.A.R.E. SOC. COOP. A R.L. [IT]

Partenaires Associés : (à confirmer)

Office du Tourisme de Bastia ; Office de l'Environnement de la Corse ; Union des Couveuses ; Région Toscane ; Région Sicile ; Andalousie ; Association de l'Aquaculture en Méditerranée (AMA) ; Legacoop Turismo ; Confédération espagnole de la Pêche (CEPESCA) ; Fondation pour la Pêche et l'Aquaculture (FUNDAMAR) ; Association Provinciale des armateurs et senneurs de Pontevedra

Date de début : 01.09.17

Date de fin : 29.02.20

Budget Global : 343,809.00€

Budget CRPM : 61,000 €

Histoire et contexte :

La croissance bleue est la stratégie à long terme de l'UE pour soutenir une croissance durable dans les secteurs marin et maritime. Comme souligné par la CE (mars 2017), les mers et les océans sont les moteurs de l'économie de l'UE et ont un grand potentiel d'innovation et de croissance. L'économie « bleue » représente environ 5,4 millions d'emplois et génère une valeur ajoutée brute de près de 500 milliards d'euros par an au sein de l'UE. À l'horizon 2030, la croissance bleue va surpasser l'économie de l'UE tant en termes de valeur ajoutée que d'emploi. Mais aujourd'hui, ces secteurs éprouvent des difficultés à trouver leur propre mode de durabilité et de développement.

Comme le souligne le Rapport économique annuel de 2016 sur la flotte de pêche de l'UE, les méthodes de pêche durables (par exemple, celles adoptées par les pêches artisanales) connaissent une forte baisse des taux d'emplois (uniquement pour les régions impliquées dans le projet : -21% de moins en dernier 7 ans) ainsi que les revenus. Des solutions novatrices pour récupérer ces emplois, en créer de nouveaux et développer de nouvelles compétences et qualifications sont nécessaires. Les jeunes sans emploi peuvent jouer un rôle clé en relançant ces secteurs, en ajoutant des innovations et en préservant le patrimoine culturel côtier et la diversité. Comme souligné par de nouvelles initiatives et projets réalisés dans les régions concernées (par exemple, le projet TOURISMED), les pêcheurs pourraient bénéficier de sources de revenu complémentaires provenant du tourisme, en particulier dans la zone MED.

Description :

FIT4BLUE -Fishing Tourism for Blue Economy- se concentre sur le développement de formations de qualité et innovantes, tant du point de vue des méthodologies mises en œuvre que des contenus liés aux compétences numériques et à un travail de qualité pour les jeunes. En effet, en analysant les nouvelles exigences du marché et des entreprises dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, elles permettront aux jeunes intéressés par le secteur maritime d'explorer les opportunités d'affaires dans ce secteur.

Le projet se concentre sur un public cible spécifique : les jeunes liés à l'économie côtière (jeunes pêcheurs / marécages, fils ou parents de pêcheurs / crustacés, étudiants) qui veulent commencer une activité dans l'industrie de la pêche et de l'aquaculture parce qu'ils sont au chômage ou souhaitent diversifier leur activité car celle-ci n'est pas rentable.

Le projet vise également à développer des cours en ligne pour les jeunes mentors capables de soutenir leurs pairs à développer de nouvelles entreprises dans les secteurs maritimes, ainsi qu'à soutenir les pêcheurs pour la diversification et préservation du patrimoine culturel côtier et du « savoir-faire » des pêcheurs ».

L'objectif sera de fournir aux programmes de formation des jeunes mentors/formateurs et des organisations de jeunesse des programmes efficaces de formation visant à renforcer l'esprit d'entreprise des jeunes et à développer une nouvelle initiative entrepreneuriale dans les secteurs maritimes.

Résultats attendus :

L'idée du projet est basée sur le fait que la réalisation du plein potentiel de l'économie bleue nécessite l'inclusion effective de tous les groupes sociaux, y compris les jeunes qui sont actuellement au chômage ou sous-employés dans les zones de pêche. Beaucoup d'entre eux ne savent pas comment profiter des opportunités d'emploi du secteur touristique et maritime et n'envisagent pas de s'installer en milieu rural, mais se rendent dans des villes en pleine expansion. Les résultats attendus du projet permettront de renforcer l'esprit d'entreprise des jeunes et de générer une nouvelle initiative entrepreneuriale dans les secteurs maritimes.

Principaux livrables attendus :

- Indice de référence sur les nouveaux procédés et techniques de commercialisation et rapport sur les nouvelles opportunités dans le domaine de l'économie bleue
- Cours en ligne pour les mentors soutenant l'esprit d'entreprise dans les secteurs du tourisme et du transport maritime : soutenir la diversification des activités de pêche
- Cours en ligne pour les titulaires de projets et les travailleurs : développement des activités touristiques dans les pêcheries
- Plateforme FIT4BLUE (soutien technique aux bénéficiaires avec des formations spécifiques et un encadrement pour améliorer l'esprit d'entreprise)
- Evénements multiplicateurs : événements nationaux (programmes de formation innovants pour le secteur de la Pêche et Aquaculture) et conférences finales en France, en Italie et en Espagne

Mots clés :

Croissance bleue, méthodes de pêche durables, jeunes sans emploi, tourisme de pêche, formation innovante, économie côtière

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Ce projet se concentre sur la formation maritime pour les jeunes et réunit des représentants des secteurs de la pêche, des instituts d'éducation et de formation et des organismes de certification. Ce sera un moteur pour d'autres initiatives liées à « Vasco da Gama » en Méditerranée. Les membres de la CIM bénéficieront des résultats de ce projet et d'autres réflexions sur d'autres initiatives possibles liées à la formation dans le secteur maritime par l'intermédiaire de la Task Force CIM Vasco da Gama.

b. LeTsSEA (BLUEPRINT)

Acronyme : LetsSEA

Titre intégral : Leadership à travers l'éducation, la technologie et les compétences dans le secteur maritime

Appel à projet correspondant : ERASMUS+/EACEA/04/2017 – Alliances sectorielles pour les compétences

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Suivi dans les Régions de l'Agenda Economique Bleu de l'UpM) ; Eau et Energie ; Cohésion Economique et Sociale (TF : Vasco da Gama)

Partenaires :

- (1) SEA Europe [BE] (Chef de file)
- (2) Ocean Energy Europe – OEE [BE]
- (3) Wind Europe [BE]
- (4) IndustriALL Europe [BE]
- (5) Agentur für Struktur- und Personalentwicklung GmbH – AgS [DE]
- (6) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]
- (7) Tknika [ES]
- (8) STC – Group [NL]
- (9) Université de Strathclyde [UK]
- (10) Université d'Edinbourg [UK]
- (11) Académie Maritime Internationale de Svendborg – SIMAC [DK]
- (12) Consorzio 906 [IT]
- (13) Aclunaga, Asociación Cluster del Naval Gallego [ES]
- (14) Navantia [ES]
- (15) DCNS [FR]
- (16) NMT, Netherlands Maritime Technology [NL]
- (17) Danish Maritime [DK]
- (18) AIN, Associação das Indústrias Navais [PT]
- (19) VSM, Verband für Schiffbau und Meerestechnik [DE]
- (20) Forum Okretowe [PL]

Date de début : 01.01.18

Date de fin : 31.12.21

Budget CRPM : 265,030 €

Histoire et contexte :

L'industrie de la technologie maritime conçoit et développe des technologies, structures et navires afin d'assurer un développement durable et sûr des activités issues de la Croissance Bleue. Au cours de la dernière décennie, le secteur s'est développé vers la construction des technologies et navires les plus avancés et les plus complexes sur le marché mondial. La complexité accrue des produits et la diversification vers de nouveaux marchés tels que les renouvellements offshore ont créé une demande supplémentaire pour un personnel hautement qualifié.

Description :

Sur la base des résultats de l'étude de faisabilité réalisée dans le cadre du projet « Identifier les acteurs du secteur de la construction navale en vue de la création d'un Conseil européen de la construction navale sur les emplois et les compétences », un nouveau projet financé par l'UE a été mis en place pour créer Le Conseil européen des compétences pour le secteur des technologies maritimes.

L'objectif du projet était de rassembler l'industrie, les travailleurs, les fournisseurs d'éducation et les autorités publiques de toute l'Europe pour construire une plateforme au niveau de l'UE afin de travailler sur les lacunes en matière de compétences dans le secteur, identifier les bonnes pratiques, fournir des informations sur le marché du travail, les tendances du secteur et analyser l'existence de lacunes en matière de compétences.

Un rapport sur « L'évolution de l'offre, de l'emploi et des compétences » a rassemblé tous les résultats du projet et un certain nombre de recommandations politiques pour combler les lacunes en matière de compétences dans le secteur des technologies maritimes.

Le projet LetsSEA vise à développer les résultats de ce projet, en analysant à fond les besoins en compétences actuels et futurs, spécialement axés sur les compétences environnementales et numériques qui stimulent l'innovation du secteur, les technologies clés et les marchés émergents, tels que les énergies océaniques et les parcs éoliens offshore, tout en favorisant la coopération sectorielle entre les parties prenantes pour remédier aux disparités et aux lacunes des compétences dans le secteur.

Pour ce faire, il analysera et identifiera les lacunes et les besoins du secteur à l'horizon 2030 et explorera les moyens de combler le fossé entre l'offre et la demande en compétences (éducation / industrie), ainsi que la croissance de la mobilité en Europe et dans les secteurs de la technologie maritime (c.-à-d. La construction navale ou le pétrole et le gaz en mer dans les énergies éolienne et océanique en mer), l'amélioration de la connaissance des océans et l'attractivité du secteur, et la recherche de nouvelles approches pour faciliter l'accès au financement.

Résultats attendus :

L'objectif principal du projet Blueprint pour le secteur de la technologie maritime est de réduire l'écart de compétences dans le secteur des technologies maritimes, c'est-à-dire de surmonter le décalage entre les compétences demandées par les entreprises et celles disponibles sur le marché du travail et offertes par des programmes d'éducation et de formation en Europe.

Les résultats escomptés du projet sont les suivants :

1. Renforcer la coopération entre acteurs sectoriels et consolider une plateforme dédiée au niveau européen ;
2. Analyse des lacunes en matière de compétences et identification des meilleurs moyens d'améliorer l'éducation et la formation ;
3. Adoption d'une taxonomie commune au niveau européen, amélioration de l'intelligence du marché et promotion de l'utilisation d'outils européens ;
4. Amélioration de la connaissance des océans, de l'attractivité du secteur et des carrières en technologie maritime ;
5. Amélioration de la connaissance et de l'utilisation des ressources financières ;
6. Adopter une Stratégie sectorielle des compétences (SSS) et un plan d'action pour sa mise en œuvre au niveau régional et national.

Mots clés :

Industrie de la technologie maritime, activités de Croissance Bleue, approvisionnement en compétences, mobilité, construction navale, pétrole et gaz extracôtiers, éolienne offshore, énergie des océans, étude de faisabilité, plateforme, emploi et compétences, recommandations politiques

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

BLUEPRINT est une initiative pionnière qui aidera à combler les lacunes dans les secteurs maritimes. Grâce à la participation de la CRPM au projet, les membres de la CIM auront la possibilité de bénéficier des résultats et de participer à la réflexion du projet par la Task Force CIM Vasco de Gama et la Task Force sur l'éducation et la formation de la CRPM.

B. PROJECTS AUXQUELS LA CIM PARTICIPE EN TANT QUE PARTENAIRE ASSOCIÉ

1. Interreg MED

a. Projets Modulaires

- **PHAROS4MPAs**

Acronyme : PHAROS4MPAs

Titre intégral : Economie bleue et conservation marine : sauvegarde des AMP méditerranéennes dans le but d'améliorer l'état de l'environnement

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020 – Deuxième appel

Objectif spécifique : 3.2: « Maintenir la biodiversité et les écosystèmes naturels par un renforcement de la gestion et de la mise en réseau des espaces protégés »

Type de projet : M3 (capitalisation)

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Suivi dans les Régions de l'Agenda Economique Bleu de l'UpM) ; Eau et Energie

Partenaires :

- (1) World Wide Fund for Nature France – WWF FRANCE [FR] (Chef de file)
- (2) Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires – CAR/PAP [HR]
- (3) Fonds de Développement Régional pour la Région Nord-Egée – RDF NA [EL]
- (4) Agence Régionale d'Administration des Aires Protégées en Albanie – AKZM [AL]
- (5) Institut slovène pour la conservation de la nature – ZRSVN [SI]
- (6) Conseil National de la Recherche – CNR [IT]
- (7) WWF Méditerranée – WWF MED [IT]
- (8) Université de Girona – UdG [ES]

Partenaires Associés : Réseau des Aires Marines Protégées -MedPAN (FR) ; WWF Espagne (ES) ; France Energie Eolienne -FEE (FR) ; Centre Régional Méditerranéen pour l'Intervention d'Urgence contre la Pollution marine accidentelle - REMPEC (MT) ; Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées – CAR/ASP (TN) ; European Boating

Industry (BE) ; World Wide Fund for Nature -WWF Grèce (EL) ; Agence Française pour la Biodiversité - Antenne de façade maritime – Méditerranée (FR) ; Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe CIM CRPM-CIM [FR]

Date de début : 01.12.17

Date de fin : 31.05.19

Budget Global : 1,179,496.57 €

Co-financement FEDER : 934,544.45 (85%) €

Histoire et contexte :

Le développement de l'Economie Bleue et de la PEM représente un défi transnational pour les aires marines protégées (AMP). L'activité des secteurs maritimes a commencé à se renforcer à l'intérieur et à proximité des AMP, avec des impacts environnementaux croissants attendus, alors que la directive-cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM) exige d'atteindre le bon état environnemental des mers européennes d'ici 2020.

De nombreux projets de l'UE et d'autres initiatives ont publié des résultats et des recommandations concernant les AMP et leurs interactions avec les secteurs économiques, mais une approche intégrée méditerranéenne est insuffisante. En capitalisant sur ces résultats, le projet PHAROS4MPA fournira un cadre intégré pour des recommandations sur la collaboration pratique nécessaire entre les AMP méditerranéennes et les secteurs maritimes, adaptées à l'appropriation par les cibles du projet.

Le changement attendu provenant du projet est une efficacité de gestion améliorée et une mise en réseau pour les AMP méditerranéennes, qui contribueront finalement à la conservation de la biodiversité marine et des écosystèmes naturels.

L'approche et les résultats comprennent la production de lignes directrices concernant une capitalisation commune, des recommandations et des outils politiques adaptés à l'appropriation par le réseau MedPAN, les autorités en charge de la PEM, la Commission européenne, la Convention de Barcelone et les différents secteurs maritimes.

Description :

Dans le but de capitaliser sur les projets existants de l'UE et autres initiatives, le projet PHAROS4MPA concevra et fournira un cadre intégré de recommandations sur la collaboration pratique nécessaire entre les AMP et les secteurs maritimes. En particulier, les secteurs suivants et leurs relations avec les AMP seront abordés : pétrole et gaz extracôtiers, transport maritime, croisière, énergie renouvelable au large, aquaculture, loisirs, pêche artisanale.

De cette façon, le projet vise à améliorer l'efficacité de la gestion des AMP et la mise en réseau grâce à la sensibilisation et au renforcement des capacités dans le cadre du réseau MedPAN et des autorités chargées des AMP. L'efficacité de la gestion sera également renforcée par une inclusion adéquate des problèmes liés aux réseaux d'AMP dans les plans nationaux de l'espace maritime que les États méditerranéens de l'UE doivent élaborer d'ici 2021 / Stratégies de GIZC / Approche écosystémique du Plan d'action pour la Méditerranée et dans les stratégies relatives aux secteurs maritimes. Le projet contribuera finalement au maintien de la biodiversité marine et des écosystèmes naturels.

Résultats attendus :

1. L'efficacité de la gestion des AMP et le réseautage sont améliorés grâce au renforcement des capacités et à l'engagement dans le cadre du réseau MedPAN et des autorités AMP. Les pressions et les impacts des opérations des secteurs maritimes sont connus, évalués, gérés, surveillés et éventuellement atténués par les AMP méditerranéennes.
2. En conséquence, une part accrue des aires marines protégées répond à leurs objectifs de conservation, grâce à une gestion améliorée.
3. L'efficacité de la gestion des AMP est renforcée par une inclusion adéquate des problèmes liés aux réseaux d'AMP dans les stratégies des secteurs maritimes. Les pressions et les impacts des opérations des secteurs maritimes sont connus, évalués, gérés, surveillés et éventuellement atténués par les secteurs maritimes eux-mêmes.

En conséquence, une part accrue des AMP atteint ses objectifs et objectifs de conservation.

Principaux livrables attendus :

- Matériel de communication pour la diffusion externe (brochure, Site Web, vidéo, réseaux sociaux),
- Interaction avec la Communauté MED de la protection de la biodiversité
- Ligne de base et rapport de la capitalisation
- Cartographie (localiser les emplacements prioritaires des pressions, des impacts ou des risques exercés par les secteurs économiques sur les AMP méditerranéennes)
- Plan d'engagement des parties prenantes
- Ateliers avec les gestionnaires MedPAN et MPA
- Ateliers avec les autorités PEM / GIZC
- Réunions avec des représentants européens / nationaux des secteurs maritimes et avec la Commission européenne
- Ateliers avec le PAM du PNUE
- Recommandations pour la durabilité des résultats du projet

Mots clés :

Gestion des zones protégées, biodiversité, ressources naturelles, environnement, approche écosystémique, GIZC, pétrole et gaz extracôtiers, transport maritime, croisière, énergie renouvelable extracôtère, aquaculture, loisirs, pêche artisanale

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Le rôle de la CIM dans ce projet, s'il est approuvé, serait relativement léger. La participation de la CIM repose sur sa volonté d'implication dans le soutien des activités de diffusion et de la transférabilité des résultats entre ses membres et les parties prenantes externes et le croisement des résultats du projet avec d'autres projets ou initiatives pertinents dans lesquels la CRPM et la CIM participent, en particulier en relation avec le Work Package Capitalisation.

En outre, il existe un potentiel évident en termes de synergie entre le projet et le travail de la CIM avec l'Union pour la Méditerranée sur l'Economie Bleue. Il existe également un potentiel de synergie avec les projets dans lesquels la CIM est impliquée, comme InnoBlueGrowth, PANACEA, SIMWESTMED. Le projet est en lien direct avec les priorités du Plan d'action et des groupes de travail de la CIM.

- **MISTRAL**

Acronyme : MISTRAL

Titre intégral : Stratégie d'innovation méditerranéenne pour l'activité transnationale des clusters et des réseaux de la Croissance Bleue

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020 – Deuxième appel

Objectif spécifique : 1.1 « Accroître l'activité transnationale des clusters et réseaux innovants des secteurs clés de l'espace MED »

Type de projet : projet intégré (étude + expérimentation + capitalisation)

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Tourisme Durable et Culturel ; Suivi dans les Régions de l'Agenda Economique Bleu de l'UpM) ; Eau et Energie

Partenaires :

- (1) Région Emilie-Romagne – Département Recherche, Innovation, Energie et Economie Durable [IT] (Chef de file)
- (2) ASTER S.Cons.p.A. – ASTER [IT]
- (3) Région Autonome Friuli Venezia Giulia – Direction Centrale pour l'Emploi, la Formation, l'Education, l'Egalité des chances, la Jeunesse, la Recherche et l'Université – RAFVG [IT]
- (4) Centre grec pour la recherche marine – HCMR [EL]
- (5) Cluster Maritime des Iles Baléares – CMIB [ES]
- (6) Pole Mer Méditerranée - Toulon Var Technologies – PMM-TVT [FR]
- (7) Cluster Maritime d'Andalousie – CMMA [ES]
- (8) Conseil National de la Recherche – Science du système terrestre et technologie environnementale – CNR [IT]
- (9) Région Crète – Direction pour l'Environnement et l'Aménagement du territoire [EL]
- (10) Agence de Développement Régional d'Alentejo – Département de l'Economie – ADRAL [PT]
- (11) Agence pour la Recherche, Technologie et Innovation – Direction des Programmes Internationaux – AKTI [AL]
- (12) Cluster pour la Compétitivité de l'Industrie Maritime en Croatie – MarC [HR]
- (13) Université Aleksander Moisiu de Durres - Faculté de Commerce – UAMD [AL]

Partenaires Associés :

Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe - Commission Interméditerranéenne CRPM-CIM [FR] ; Région Pouilles – Département de développement agricole, rural et environnemental (IT) ; Région Molise – Département de la Présidence (IT) ; Région Lazio – Direction du Développement Economique (IT) ; Centre de Technologie Marine - CTN (ES) ; Associazione Cluster Marche Manufacturing (IT)

Date de début : 01.01.18

Date de fin : 31.12.21

Budget Global : 5,230,000.00 €

Co-financing : 4,445,500.00 (85%) €

Histoire et contexte :

La performance actuelle de l'innovation de la zone MED dans le secteur de la croissance bleue est inférieure à la moyenne de l'UE et il existe un manque de coopération transnationale et transversale entre les différents acteurs de la quadruple hélice dans le domaine de la Croissance Bleue.

Description :

Le but de MISTRAL est de créer une communauté symbiotique et transnationale de Clusters méditerranéens actifs dans les domaines de la croissance bleue (énergie bleue, aquaculture, maritime, côtière et touristique, biotechnologie bleue, ressources minérales marines) composée de 7 pays (7 Régions, 6 clusters et 3 Organisations pour la Recherche et la Technologie -ORT) afin de :

- i) Faire du savoir marin et de l'innovation durable les principaux moteurs de la croissance bleue ;
- ii) Appuyer les clusters MED pour devenir un intermédiaire de connaissances d'excellence pour accroître l'économie bleue ;
- iii) Concevoir et mettre en œuvre des trajectoires de développement durable harmonisées avec les stratégies de spécialisation intelligente des régions MED.

MISTRAL cherchera à responsabiliser et à accroître l'efficacité des activités d'innovation des acteurs de la quadruple hélice tels que le savoir-faire et le transfert de technologie, la création d'entreprise, le réseautage, les interactions avec les décideurs, la promotion de nouveaux modèles de gouvernance, la participation des PME / entreprises dans les programmes d'innovation ouverts (c.-à-d. Les laboratoires communs entre les ORT et les entreprises, les laboratoires vivants, etc.). L'économie bleue, qui représente l'un des principaux piliers de la croissance méditerranéenne et de l'UE, qui emploie environ 5,4 millions de personnes, doit être constamment alimentée et renforcée par l'exploitation des connaissances, de la recherche et des talents. Le but de MISTRAL est de promouvoir et de rendre efficace un écosystème de croissance bleue transnational d'innovation où les entreprises (PME et entreprises), les ORT, les établissements d'enseignement supérieur, le secteur public, coopèrent pour :

- Développer des actions d'innovation durable ;
- Accroître leur performance d'innovation ;
- Soutenir le développement de l'esprit d'entreprise ;
- Accroître l'accès et le partage des connaissances maritimes.

Au cours de ses différentes phases, MISTRAL a l'intention de concevoir, tester, développer, mettre en œuvre, gérer et assurer la durabilité à long terme d'un réseau transnational rassemblant les clusters en lien avec la croissance bleue d'excellence dans la zone MED, et d'agir comme catalyseur et multiplicateur pour les actions d'innovation.

Résultats attendus :

1. Améliorer la connaissance des compétences et des capacités des clusters MED (comprendre les acteurs clés, les performances, les possibilités de développement, les principaux défis)
2. Augmenter l'efficacité des services de clusters (amélioration globale des services sur mesure, conçus, testés et validés par le réseau MISTRAL, pour permettre aux clusters MED et aux écosystèmes de bénéficier de nouvelles méthodologies et outils)
3. Développer de nouveaux modèles de chaînes de valeur (les nouveaux modèles de valeur seront conçus dans le cadre d'une analyse d'activité qui décrit, outre les facteurs traditionnels, les ressources sociales et techniques, car elles sont les principaux actifs immatériels qui doivent être favorables)
4. Salle de contrôle de Global Med Gouvernance (vise à orienter une action et une vision commune sur la perspective du futur de croissance bleue)

Principaux livrables attendus :

- Analyse intégrée des sous-secteurs de la Croissance Bleue dans les régions MED, y compris les principaux facteurs
- Cartes régionales pour faire face aux stratégies de croissance bleue et de spécialisation intelligente
- Renforcement des capacités pour des clusters opérant en Croissance Bleue
- Service packs pour les PME à travers la collaboration du cluster
- Mise en place de packs de service innovants pour les PME grâce à la collaboration de Clusters
- Programme de mobilité pour cluster maritime
- Outil d'alliance stratégique de croissance bleue

Mots clés :

Croissance bleue, innovation durable, économie bleue, stratégies de spécialisation intelligente, écosystème côtier et marin, grappes méditerranéennes, énergie bleue, aquaculture, maritime, côtière, tourisme de croisière, biotechnologie bleue, ressources minérales marines

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Le rôle de la CIM dans ce projet, s'il est approuvé, serait relativement léger. La CIM soutiendra les activités de diffusion et la transférabilité des résultats auprès de ses membres et des parties prenantes externes et le croisement des résultats du projet avec d'autres projets ou initiatives pertinents auxquels participent la CRPM et sa CIM, notamment en relation avec les phases d'expérimentation et de capitalisation.

En outre, il existe un potentiel évident de synergie entre le projet et le travail de la CIM avec l'Union pour la Méditerranée sur l'Economie Bleue et le groupe de travail transports et politique maritime intégrée. Il existe également un potentiel de synergie avec le projet InnoBlueGrowth.

- **MD.net**

Acronyme : MD.net

Titre intégral : Régime méditerranéen – Quand la Marque rencontre les Peuples

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2014-2020 – Deuxième appel

Objectif spécifique : 1.1: « Accroître l'activité transnationale des clusters et réseaux innovants des secteurs clés de l'espace MED »

Type de projet : Projet intégré (études + expérimentation + capitalisation)

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Pêches et Aquaculture ; Tourisme Durable et Culturel ; Suivi dans les Régions de l'Agenda Economique Bleu de l'UpM)

Partenaires :

- (1) Région Campanie [IT] (Chef de file)
- (2) Université d'Algarve – UAlg [PT]
- (3) Institution publique pour la coordination et le développement du Comté de Split-Dalmatie – RERA S.D. [HR]
- (4) Région Crète [EL]
- (5) Association pour le Développement Economique – REDAH [BA]
- (6) Fondation Diète Méditerranéenne – FDM [ES]
- (7) Chambre Officielle de Commerce, d'Industrie et de Navigation de Séville – CCSEV [ES]
- (8) Région Emilie Romagne [IT]
- (9) Institut pour des Solutions de Développement Globales – E-ZAVOD [SI]
- (10) Comité permanent pour le partenariat des pouvoirs locaux et régionaux – COPPEM [IT]
- (11) Département d'Agriculture/ Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et del 'Environnement – DA [EL]
- (12) Association des Municipalités albanaises – ShBSh [AL]
- (13) Gouvernement de Catalogne – Ministère de l'Agriculture, du bétail, de la pêche et de l'alimentation – DARP [ES]

Partenaires Associés :

Parc National de Cilento, Vallée de Diano et Alburni (IT) ; Med Campus – Ville pilote de Ceraso (IT) ; EGTC – Diète méditerranéenne - Pollica – Italie (IT) ; Institut International de Tourisme (SI) ; Municipalité d'Ajdovscina/Obcina (SI) ; Centre Rotunda/Sredisce Rotunda (SI) ; Université de Primorska (SI) ; Centre de Recherche scientifique Koper/Znanstveno Raziskovalno središče Koper (SI) ; Confédération des associations d'entreprises européennes d'Egypte (EG) ; Fondazione Mediterraneo (IT) ; Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe CIM CRPM-CIM [FR] ; PRODETUR, S.A.U. (ES) ; Fondazione Idis – Città della Scienza (IT) ; Conseil Communal d'Agros (CY) ; Université Suor Orsola Benincasa de Naples (IT) ; Centre pour le développement rural et l'agriculture (BA) ; Fondation des Trois Cultures de la Méditerranée (ES) ; Ministère des produits agricoles et politiques forestières (IT)

Date de début : 01.12.17

Date de fin : 30.11.21

Budget Global : 4,890,000.00 €

Co-financement FEDER : 3,544,500.00 (85%) €

Histoire et contexte :

Au cours des vingt dernières années, la stratégie rurale de l'UE utilise des méthodes innovantes -la fonctionnalité multiple, la traçabilité, les alliances des consommateurs, les ventes directes et la qualité des produits- pour diriger les exploitations vers de nouveaux niveaux de responsabilité sociale et élargir leurs horizons à des opportunités nouvelles et créatives. Un nombre croissant de jeunes se manifestent pour savoir comment les saisir.

Néanmoins, les régions rurales méditerranéennes souffrent encore de graves handicaps naturels et démographiques, causés par la faible connaissance du potentiel économique de l'identité culturelle, le faible revenu des activités rurales traditionnelles, la concurrence de la production de masse sur les petits producteurs, l'exploitation intensive des ressources naturelles avec un impact négatif sur les paysages, la désertification des zones rurales, le faible taux d'emploi et la qualité de vie peu attrayante des régions rurales.

Le régime méditerranéen est un atout fort pour transformer cette tendance. Il se caractérise par la production localisée, répond aux besoins d'emploi des jeunes, se nourrit du paysage culturel et du patrimoine.

Description :

Le projet M.D.net remet en question les problèmes des opportunités actuellement négligées et non développées du régime méditerranéen (RM). Le RM fait partie intégrante de l'identité méditerranéenne, inscrite dans la liste de l'UNESCO du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Le RM implique un ensemble de compétences, de connaissances, de rituels, de symboles et de traditions concernant les cultures, la récolte, la cueillette, la pêche, l'élevage, la conservation, la transformation, la cuisine, le partage et la consommation de produits alimentaires caractérisant un mode de vie sain.

Le principal objectif du projet est de permettre une meilleure exploitation du RM en accord avec la convention de l'UNESCO sur la diète méditerranéenne, en associant une large gamme de concepts RM à des outils innovants. Le projet entend s'appuyer sur des mesures culturelles et créatives et lancer une coopération entre des acteurs internationaux de la quadruple hélice dans le but d'élever le régime méditerranéen à de nouveaux niveaux de qualité.

Résultats attendus :

1. MD.data : partager la connaissance scientifique et la recherche sur le régime méditerranéen à travers la plateforme de réseau transnationale
2. MD.Brand : « politique de valorisation » améliorée dans les domaines de 1. Production, 2. Transformation, 3. Image de marque (Distribution, Commercialisation et Marketing)
3. MD.InC : innovation créativité des produits et services via la plate-forme permanente
4. MD.Brain : méthodologie partagée de cours et d'ateliers pour l'information et la co-crédation de professionnels du RM
5. MD.GOV : des partenariats entre les secteurs de l'hélice quadripôle
6. MD.ESI : intégrer le réseau « marque de la diète méditerranéenne » sur l'agenda public des régions méditerranéennes concernées
7. MD.TNnet : capitalisation transnationale élargie MD.net
8. MD.net Cycle : un cercle vertueux conduisant de l'éducation à des styles de vie sains à une nourriture traditionnelle et sûre grâce à l'innovation dans le processus du RM et des services complémentaires (préservation, production, livraison, image de marque, promotion, etc.) pour être plus attrayant pour les jeunes générations et les marchés de masse afin de susciter un nouvel intérêt dans les domaines de l'agriculture pour les possibilités d'emploi

Principaux livrables attendus :

- MD.data- Suivi des outils innovants pour aider les entreprises de MD sur le marché international
- MD.GOV- Développement local des communautés (un par territoire concerné)
- MD.TNnet – Réseau transnational pour transférer des technologies et des initiatives créatives aux PME MD.net
- MD.Brain - Cycles de formation pour transférer de nouvelles compétences dans les connaissances traditionnelles et vice versa
- MD.Brand - Innovation du marketing
- MD.InC - Innovation du produit, processus, organisation
- MD.ESI
- MD.Blend- Fonctions transférables MD adaptables à d'autres paramètres dans le contexte international

Mots clés :

Régime méditerranéen, identité méditerranéenne, patrimoine culturel, traditions, récolte, pêche, produits alimentaires

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Le rôle de la CIM dans ce projet, s'il est approuvé, serait relativement léger. La CIM soutiendra les activités de diffusion et la transférabilité des résultats entre ses membres et les parties prenantes externes ainsi que le croisement des résultats du projet avec d'autres projets ou initiatives pertinents auxquels participent la CRPM et sa CIM, notamment en relation avec les Work Packages expérimentation et capitalisation.

Le projet relève des priorités du Plan d'action et des groupes de travail de la CIM. Les membres de la CIM pourront suivre les activités de ce projet / bénéficier de ses résultats par le biais de la Task Force CIM sur Tourisme Durable et Culturel. En outre, il existe un lien clair entre le projet et le groupe de travail de la CIM sur la cohésion économique et sociale et la Task Force de la CRPM sur le tourisme. De nombreux liens pourraient également être envisagés avec le projet horizontal sur le tourisme durable (BleuTourMed), auquel la CIM participe en tant que partenaire associé.

2. EU Programme pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI)

a. INSPIRE

Acronyme : InSPIRe

Titre intégral : Solutions innovantes pour l'intégration des réfugiés

Appel à projet correspondant : EaSI/VP/2016/015 - Fast track integration into the labour market for third country nationals targeting exclusively asylum seekers, refugees, and their family members

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Economic and Social Cohesion ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne) ; CPMR Migration Task Force

Partenaires :

- (1) Région Toscane – Département Education et Formation [IT] (Chef de file)
- (2) Fonds andalous des municipalités pour la solidarité internationale – FAMSI [ES]
- (3) Région Calabre – Départements des Programmes nationaux et européens, du Développement économique, du Travail, de la formation et des politiques sociales [IT]
- (4) Région Molise – Département de la Présidence du Conseil régional [IT]
- (5) Ministère turc de la famille et des politiques sociales – MoSFP [TR]

Partenaires Associés :

Direction Générale de la coordination des politiques migratoires d'Andalousie (ES) ; Région Occitanie (FR) ; Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe CIM CRPM-CIM (FR) ; Institut Bertelsmann (DE) ; Comité permanent pour

le partenariat des pouvoirs locaux et régionaux – COPPEM (IT) ; Municipalités toscanes de Florence et Prato (IT) ; Service pour l'emploi d'Andalousie (ES)

Date de début : 04.12.17

Date de fin : 20.12.19

Budget Global : 1,879,221.27 €

EU Co-financing : 1,503,377.02 € (80%)

Description :

Le projet InSPIRe vise à mettre en place un système commun innovant de « prise en charge » pour les réfugiés et les demandeurs d'asile (après « réfugiés »), capable de faciliter rapidement leur processus d'intégration sur le marché du travail, notamment pour les femmes migrantes, dans l'ensemble des territoires de tous les pays du Consortium.

Le Consortium InSPIRe, caractérisé par un fort partenariat à plusieurs niveaux, est composé de deux (2) États membres de l'UE, un (1) pays candidat de l'UE c.-à-d. les organismes publics et entités privées suivants : pour l'Italie, la Toscane (porteur de projet) et les régions Molise et Calabre ; pour l'Espagne, le Fondo Andaluz de Municipios Para la Solidaridad Internacional (FAMSI) ; et pour la Turquie, le ministère des politiques familiales et sociales.

Afin d'atteindre l'objectif général, le projet InSPIRe est divisé en deux phases principales : une phase I pour concevoir un système commun innovant de « prise en charge », mettre en place des compétences locales et des systèmes de validation des compétences, adoptés dans tous les partenaires, et le modèle allemand de « cartes de compétences » pour les réfugiés ; et une phase II visant à tester le modèle défini dans la phase I par le biais des services locaux d'emploi.

Résultats attendus :

- Mettre en place un système commun innovant de « prise en charge » des réfugiés capable d'accroître leur entrée réussie sur le marché du travail ;
- Essayer et promouvoir un modèle basé sur une approche individualisée, en particulier pour les femmes ;
- Établir un outil innovant et intégré pour évaluer et valider les compétences et les qualifications éducatives des migrants ;
- Mettre en place des objectifs de « forfaits de formation » destinés aux réfugiés, ainsi que d'autres mesures telles que des cours de langues, afin de couvrir les expériences et les qualifications manquantes ;
- Création d'un réseau communautaire transnational composé du consortium de partenaires visant à faciliter l'échange de connaissances, de solides compétences, de meilleures pratiques et de savoir-faire, la promotion de leurs mesures et outils sur le sujet, ainsi que de rester en contact pour d'autres opportunités ;
- Développer, dans le partenariat de chaque pays, des partenariats à plusieurs niveaux, durables et de long terme ainsi que des stratégies locales en impliquant l'autorité régionale, les services publics de l'emploi, les municipalités, les entreprises, les opérateurs sociaux et d'autres organismes compétents expérimentés dans l'intégration du groupe cible.

Principaux livrables attendus :

- 5 tables rondes techniques multipartites, une sur chaque territoire concerné (Toscane, Calabre, Molise, Andalousie et Turquie) ;
- Objectif chiffré : environ 800 réfugiés, dont près de 500 femmes, au sein de chaque territoire impliqué ;
- Intégration dans le marché du travail d'environ 450 réfugiés, dont 250 femmes ;
- Organisation d'au moins 6 événements / ateliers de diffusion pour la coordination et le suivi de l'état d'avancement du projet dans chaque Région (Toscane, Calabre, Molise, Andalousie) impliquée ;
- Mise en place d'un modèle de service standard partagé des services publics pour l'emploi (SPE) pour les réfugiés, éventuellement lié aux centres locaux d'hébergement (par exemple, un réseau local de points de contact dans les SPE locaux) ;
- Des outils innovants et intégrés pour évaluer les compétences des réfugiés ;
- Promouvoir une approche individualisée axée sur les compétences basées sur les groupes cibles et les besoins du marché du travail ;
- Concevoir un nouveau modèle de validation et de certification pour les compétences et les qualifications pédagogiques, ainsi que des cours de formation, afin de renforcer et développer l'expertise technique nécessaire dans les secteurs ou les activités productives ;
- Élaborer des lignes directrices pour les opérateurs de SPE afin de gérer les services mentionnés ci-dessus, ainsi que d'assurer la durabilité des actions fournies par ce projet ;
- Fournir des actions individuelles de protection des femmes contre la discrimination et la violence ;
- Mettre en place une communauté de pratiques parmi les Partenaires du Consortium pour partager ses expériences et rester en contact pour d'autres opportunités, après la clôture du projet.

Mots clés :

Demandeurs d'asile ; Processus d'intégration ; marché du travail ; Femmes migrantes ; Territoires locaux ; Compétences locales ; Validation des compétences ; Services locaux d'emploi

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM pourront suivre les activités / profiter des résultats de ce projet par le biais de la Task Force sur la migration de la CRPM. Les résultats du projet les aideront à définir de meilleures stratégies d'intégration des réfugiés et des demandeurs d'asile, en particulier des femmes, par un échange de bonnes pratiques et en reproduisant les initiatives réussies dans les régions participant au projet.

III. AUTRES FUTURES OPPORTUNITÉS

Plusieurs appels provenant de programmes dans lesquels la CIM peut participer en tant que partenaire à part entière, partenaire associé ou fournisseur de service potentiel seront lancés dans les prochains mois. La CIM recherchera évidemment des opportunités pour alimenter l'activité de ses groupes de travail et Task Force grâce à la participation à des projets de coopération supplémentaires dont le sujet est d'intérêt pour ses membres. Néanmoins, l'organisation devra considérer attentivement sa gestion et sa situation financière au regard des projets déjà en cours d'exécution. La CIM est également disposée à fournir un soutien à ses membres pour former des partenariats.

A. ENI CBC MED

Le lancement du 1er appel pour la période 2014-2020 - initialement prévu pour décembre 2016 - a été retardé. Il est finalement attendu pour 2017, peut-être avant les vacances d'été.

Plusieurs projets sont en cours de conception dans le cadre des groupes de travail et Task Forces de la CIM sur la GIZC-gestion côtière, le tourisme durable, les avantages socioéconomiques des services écosystémiques dans les aires marines protégées, l'eau, l'efficacité énergétique et autres sujets.

Bien que la CIM ne soit pas directement éligible en tant que partenaire à part entière des projets ENPI CBC MED, elle peut être impliquée en tant que partenaire associé, prestataire de services et aider les membres en créant des partenariats et en fournissant une expertise dans des domaines pertinents en tenant compte des plans d'actions global et sectoriels de la CIM.

De plus amples informations sur le programme ENPI CBC MED et le 1er appel sont disponibles ici :

<http://www.enpicbmed.eu/en>.

B. Interreg ADRION

Deuxième appel lancé en 2018.

De plus amples informations sur le programme Interreg ADRION sont disponibles ici : <http://www.adrioninterreg.eu/>.

C. Interreg MED

Troisième appel lancé en 2018.

De plus amples informations sur le programme Interreg MED sont disponibles ici : <https://interreg-med.eu/fr/>.

D. Union pour la Méditerranée

1. MEDCOAST4BG

MEDCOAST4BG est une initiative portée par certains partenaires du projet CO-EVOLVE (Interreg MED), qui vise à intégrer et à étendre les efforts et les actions de CO-EVOLVE (analyse et expérimentation) à d'autres territoires des rives sud et est de la Méditerranée.

Acronyme : MEDCOAST4BG (Med Coasts for Blue Growth)

Titre intégral : Approches communes et outils de planification pour stimuler le tourisme durable côtier et maritime en Méditerranée

Appel à projet correspondant : labélisation UpM

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Cohésion Economique et Sociale (Task Force on Tourisme Durable et Culturel), Transports et Politique Maritime Intégrée (Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Suivi dans les Régions de l'Agenda Economique Bleu de l'UpM) ; Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales

Promoteurs :

- (1) Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe CIM – CRPM-CIM [FR] (porteur de projet)
- (2) Région Emilie Romagne [IT]
- (3) Région Macédoine centrale et Thrace – REMTH [EL]
- (4) Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires – CAR/PAP [HR]
- (5) Conseil National de la Recherche / Institut des Sciences Marines – CNR-ISMAR [IT]
- (6) Conseil General de l'Hérault [FR]
- (7) IUAV Université de Venise [IT]
- (8) Université de Thessalie [EL]

- (9) Parc du Delta du Po, Région Vénétie [IT]
- (10) Agence de développement régional du Comté de Dubrovnik Neretva – DUNEA [HR]
- (11) Institution publique pour la coordination et le développement du Comté de Split-Dalmatie – RERA S.D [HR]
- (12) Fondation Valenciaport [ES]

Pays impliqués :

- Pays partenaires méditerranéens (MPC) : Tunisie
- Etats en pré-adhésion : Monténégro
- Etats membres de l'UE : Italie, Spain, France, Grèce, Croatie

Partenaires prévus : Partenaires de CO-EVOLVE (promoteurs) + Gouvernements régionaux et locaux et les Partenaires institutionnels et techniques des pays impliqués (la Partenariat est toujours ouverte)

Durée : 3 ans (2018-2020)

Budget Global : environ 3 millions €

Co-financement : partie du budget CO-EVOLVE (environ 1,87 millions € entre 2017-2019)

Histoire et contexte :

Le tourisme côtier et maritime est l'une des activités maritimes les plus importantes dans la région méditerranéenne. Le secteur a également une dimension pertinente à l'échelle élargie de la Méditerranée et mondiale avec des tendances d'expansion en cours, mais pose des problèmes et des défis importants concernant les utilisations concurrentes (et souvent conflictuelles) des ressources côtières et marines. En ce sens, le bassin est particulièrement fragilisé par une large gamme de pressions socio-économiques en plus de celles découlant du changement climatique.

Les administrations publiques de tous les niveaux peuvent et doivent jouer un rôle important en faveur d'une croissance intelligente, durable et inclusive de leurs territoires, afin de favoriser la coévolution harmonieuse des activités humaines et des processus de systèmes naturels. Cela a été démontré à plusieurs reprises dans le cadre d'initiatives politiques et de projets impliquant des régions, des autorités locales et des milieux universitaires, qui ont également été soutenus par plusieurs États méditerranéens.

Description :

L'objectif général de MEDCOAST4BG est d'analyser et de promouvoir la coévolution des activités humaines et des systèmes naturels dans les zones côtières particulièrement ou potentiellement consacrée au tourisme, en tenant compte des effets du changement climatique, du développement durable des activités touristiques et en fondant son analyse et ses actions sur les principes de la gestion intégrée des zones côtières et de la planification de l'espace maritime.

L'analyse effectuée et le modèle à produire dans le cadre du projet CO-EVOLVE Interreg MED concernant principalement les zones méditerranéennes de l'UE -dont 7 zones pilotes spécifiques- seront développés et étendus à 10-15 zones pilotes dans des pays non membres de l'UE de la Méditerranée orientale et orientale, en tenant compte des caractéristiques naturelles, physiques et géographiques communes, mais aussi diverses, des zones urbaines côtières aux zones naturelles protégées. Cette analyse sera complétée par une évaluation quantitative de la "durabilité du tourisme" dans chaque zone pilote, suite à la sélection de métriques et d'outils adéquats (par exemple, système de soutien aux indicateurs et décision).

Cela servira à élaborer des plans d'action durables orientés vers le tourisme et axés sur les principes de la GIZC / PEM. Le projet vise notamment à combiner une analyse actuellement indisponible à échelle méditerranéenne de la coévolution des activités humaines et des systèmes naturels dans les zones côtières, particulièrement ou potentiellement consacrée au tourisme, avec des études locales existantes sur des zones représentatives afin de démontrer :

- 1) la faisabilité et l'efficacité d'un processus de planification sur les zones pilotes suivant les principes ICZM / PEM et des
- 2) actions pilotes sélectionnées sur des questions clés pour le développement durable du tourisme côtier.

L'architecture inclusive et ouverte du projet devrait permettre de construire une sorte de fédération de zones pilotes, examinée dans le cadre d'autres projets nationaux et / ou internationaux, mais partageant les principes et les approches MEDCOAST4BG et prêts à contribuer à leur consolidation et à leur expansion future.

Le projet examinera l'ensemble de la Méditerranée, en termes d'analyse, de développement d'outils, de renforcement des capacités, de transfert d'approches, de lignes directrices et de meilleures pratiques, et se concentrera sur un certain nombre de domaines pilotes.

Résultats attendus :

Sur la base des activités clés de CO-EVOLVE et des résultats escomptés, MEDCOAST4BG vise à développer l'analyse suivante :

- Affiner et concentrer l'analyse sur les aspects clés, y compris les lacunes en matière de connaissances, les menaces et les facteurs favorables, tels que le changement climatique et l'évolution morphologique: élévation du niveau de la mer, érosion côtière, vulnérabilité, affaissement, ingénierie marine, processus de littoralisation; Économie et urbanisation; Flux touristiques et capacité de charge; Pollution et autres pressions anthropiques affectant les écosystèmes; Conflits entre les différentes utilisations sur les interactions terrestres et océaniques et terrestres; Mesures d'érosion côtière; Protection de l'écosystème; Gestion des ressources en eau; Transports et accessibilité; Législation, contraintes administratives, gouvernance, ressources financières et mécanismes.

- Appliquer des approches, des outils et des lignes directrices à d'autres zones pilotes présentant des caractéristiques différentes dans les pays tiers, tout en alimentant un processus itératif pour leur amélioration continue ;
- Surveiller les processus et les pratiques, également grâce à l'acquisition appropriée de données et au partage de données, pour quantifier les performances et identifier les aspects critiques ;
- Renforcer la formation et les compétences.

Principaux livrables attendus :

- Communication
 - o Matériaux et outils pour la diffusion externe (réseaux sociaux, site Web, brochure, affiche, newsletter, vidéo, fiches d'information, articles, etc.)
 - o Conférences locales, nationales et internationales
- Etudes
 - o Rapports
 - o Données et cartes organisées dans un géoportail dédié
 - o Boîte à outils avec indicateurs durables
- Expérimentation
 - o Plans stratégiques de GIZC-PEM sur les zones pilotes
 - o Rapports sur les actions de démonstration sur les zones pilotes
 - o Processus d'engagement des parties prenantes sur les zones pilotes
 - o Données, outils et cartes organisés dans un géoportail dédié commun à toutes les zones pilotes
- Transfert
 - o Formation personnalisée, renforcement des capacités et assistance technique à l'échelle des champs pilotes ('MEDCOAST4GB Angels')
 - o Formation, renforcement des capacités et assistance technique (cours, ateliers, e-learning, etc.) sur tous les aspects conceptuels et pratiques du processus pour les pays MED
 - o Plan de transférabilité pour appliquer l'approche et les méthodes de planification (par exemple. Les trousseaux d'outils de Co-Evolve) à d'autres domaines

Mots clés :

Méditerranée, tourisme côtier et maritime durable, GIZC, PEM, approche écosystémique, plan d'action, plan de transférabilité, coévolution, activités humaines, systèmes naturels, zones pilotes

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM pourront suivre les activités et les résultats du projet grâce aux actions de diffusion et au travail connexe de sa Task Force sur le Tourisme Durable et Culturel. En particulier, ils pourront apprendre et éventuellement adapter / répliquer la méthodologie testée dans les zones pilotes du projet grâce au plan de transférabilité à l'échelle méditerranéenne, y compris les pays non membres de l'UE (rives sud et est de la Méditerranée), en s'adaptant à leurs besoins spécifiques. En outre, il convient de noter que MEDCOAST4BG contribue à la ligne d'action du thème 2 du Plan d'Action Conjoint de la Charte de Bologne.

IV. ANCIENS PROJETS PERTINENTS

Cette section rassemble des informations sur les projets passés pertinents pour la capitalisation dans laquelle la CIM a participé en tant que partenaire, partenaire associé ou a invité des experts. Tous ces projets ont apporté une réelle valeur ajoutée aux activités de la CIM et leurs résultats sont encore capitalisés.

A. Interreg MED

1. COM&CAP MarIna Med

Acronyme : [COM&CAP MarInA-Med](#)

Titre intégral : COMMunication et CAPitalisation de l'approche maritime intégrée dans la région méditerranéenne

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2007-2013 – Integrated Maritime approach call - 2013

Objectif spécifique : 4.2 : « Renforcement de l'identité et valorisation des ressources culturelles pour une meilleure intégration de l'espace Med »

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Tourisme Durable et Culturel ; Suivi dans les Régions de l'Agenda Economique Bleu de l'UpM) ; Eau et Energie

Partenaires :

- (1) Gouvernement de Catalogne – Département de la Présidence [ES] (Chef de file)
- (2) Agence des Villes et Territoires de Méditerranée – AViTeM [FR]
- (3) Région Molise [IT]
- (4) Arco Latino [ES]
- (5) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]

Partenaires Associés :

Eurorégion Adriatique/Ionienne (GR) ; Réseau global pour la compétitivité, l'innovation et les clusters – TCI ; FEPORTS (ES) ; Université de Sienne (coordinateur du réseau Med Solutions SDSN) (IT) ; Plan Bleu (FR) ; NECSTOUR (BE) ; Med Cities (FR) ; CETMO ; ASCAME (ES) ; Chambre de Commerce de Barcelone (ES) ; Toscane (IT) ; Abruzzes (IT)

Date de début : 01.06.14

Date de fin : 01.06.15

Budget Global : 666,000.00 €

Co-financement FEDER : 499,500.00 € (75%)

Histoire et contexte :

L'objectif de l'appel de l'**approche maritime intégrée** était d'établir un nouveau partenariat qui contribuerait à mettre en œuvre le [Programme de Coopération MED 2014-2020](#) et ainsi de construire un pont précieux entre les deux périodes de programmation. Dans le cadre de ce dernier appel, et au regard de sa courte durée, le programme MED souhaitait expérimenter une nouvelle approche en termes de communication et de capitalisation afin d'optimiser la diffusion de directives politiques transversales en vue de la période de programmation 2014-2020. Financée en vertu de la priorité 4, une seule stratégie intégrée de communication et de capitalisation a été réalisée par un projet centralisé et horizontal : COM & CAP MarInA-Med.

Description :

Construit sur un partenariat opérationnel avec un haut niveau d'expertise dans le domaine maritime et en relation directe avec un réseau de décideurs méditerranéens, l'objectif de COM&CAP MarInA-Med était de coordonner les activités de communication et de capitalisation des projets sélectionnés dans le cadre de l'appel « approche intégrée maritime » pour les propositions du programme MED (priorités 1-3). COM&CAP MarInA-Med a permis la collecte, le traitement et la diffusion des résultats clés des projets sélectionnés. Ses activités comprenaient également l'échange d'informations entre projets et l'organisation d'événements pour présenter et capitaliser sur les résultats du projet.

Le projet a développé une méthodologie et une stratégie commune pour la communication et la capitalisation en coordination avec le Secrétariat Technique Conjoint (STC) du programme MED. Un système multidirectionnel de synergies a été établi avec et entre les projets sélectionnés, avec les projets MED en cours et les projets menés dans le cadre d'autres programmes de coopération européenne en Méditerranée. Le projet a misé sur et renforcé l'ancienne plateforme de communication utilisée par le programme MED pour assurer son optimisation fonctionnelle, avec une approche basée sur l'anticipation des besoins liés à la mise en œuvre du programme MED 2014-2020. COM&CAP MarInA-Med a identifié les principaux bénéficiaires publics / privés des actions de diffusion et de capitalisation afin de s'adapter au mieux aux différents thèmes, prérogatives et niveaux politiques.

Principaux livrables :

- Méthodologie et stratégie de communication (plan Com&Cap) pour tous les projets sélectionnés
- Base de données des principaux groupes cibles MED et UE et bénéficiaires potentiels (publics et privés)
- Lancement conjoint, conférence de mi-parcours et finale pour tous les projets sélectionnés
- Système de transfert d'informations parmi les projets sélectionnés, MarInA-MED et le STC
- Newsletter bimestrielle sur l'état de mise en œuvre des projets sélectionnés
- Soutenir la capitalisation des résultats des projets sélectionnés pendant 5 événements statutaires

- Brochure finale et rapport (document d'orientation) couvrant les principales directives techniques et politiques
- Diffusion des résultats et des recommandations du projet final entre les institutions et institutions européennes Euromed et les acteurs et institutions clés MED (Conseil, Parlement, Commission et Comité de la Région, Région, Villes, clusters maritimes et PME, universités, UfM, ARLEM, PNUE)
- Logo commun et identité visuelle simple et attrayante pour tous les projets sélectionnés
- Améliorer la plate-forme de communication du programme MED via un site web complémentaire
- Vidéo de présentation conjointe de tous les projets sélectionnés

Mots clés :

Capitalisation, communication, projets intégrés et maritimes

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Ce projet a servi de base pour contribuer aux stratégies émergentes en faveur d'une approche maritime intégrée. La CIM a interagi et bénéficié des réflexions techniques et politiques du projet, les intégrant dans ses propres messages, favorisant la diffusion dans les régions et ses propres activités de lobbying. La CIM a également bénéficié d'une solide base de données de contacts pour les projets et a gagné en visibilité au niveau de l'UE et de la Méditerranée. MarInaMed constitue une base solide pour les projets et actions en cours d'exécution dans les domaines maritime et de gouvernance.

2. ELIH-MED

Acronyme : [ELIH-MED](#)

Titre intégral : Efficacité énergétique dans les logements sociaux en Méditerranée

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2007-2013 – 3^{ème} appel à projet - projets stratégiques- 2010

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Eau et Énergie (TF : Rénovation Énergétique dans des bâtiments de la Méditerranée)

Partenaires :

- (1) Agence Nationale pour les Nouvelles Technologies, l'Énergie et le Développement Economique Durable [IT] (Chef de file)
- (2) Institut méditerranéen [FR]
- (3) Conseil Municipal de Malaga [ES]
- (4) Institut pour la Promotion de l'innovation technologique [IT]
- (5) Centre pour les énergies renouvelables et les économies d'énergie – CRES [EL]
- (6) Agence de Gestion de l'Énergie Intelligente de Malte [MT]
- (7) Agence de l'Énergie de Chypre [CY]
- (8) Institut Józef Stefan [SI]
- (9) LAORE SARDEGNA [IT]
- (10) Institut Valencien de l'Édification – IVE [ES]
- (11) Municipalité de Gênes [IT]
- (12) Centre Scientifique et Technique du Bâtiment - CSTB [FR]
- (13) Conseil Régional de Languedoc Roussillon [FR]
- (14) Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités - GERES [FR]
- (15) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]
- (16) Région Macédoine Centrale et Thrace – REMTH [EL]
- (17) Municipalité de Frattamaggiore [IT]
- (18) 13 Habitat [FR]
- (19) Université Démocrate de Thrace – DUTH [EL]

Date de début : 01.05.11

Date de fin : 30.04.14

Budget Global : 9147196.00 €

Co-financement FEDER : 6992797.00 € (75%)

Description :

Le projet ELIH-Med s'est concentré sur l'identification et l'expérimentation à grande échelle d'un ensemble d'options techniques pratiques et innovantes et de mécanismes financiers visant à développer l'efficacité énergétique dans les logements à faible revenu. Une première étape consistait à évaluer la tendance de la consommation d'énergie et de la performance des ménages à faible revenu en Méditerranée, décrire les politiques publiques et privées mises en œuvre pour la rénovation énergétique et leur impact potentiel sur la consommation d'énergie à l'horizon 2020. Un scénario de mise en scène a évalué l'écart entre la consommation d'énergie comme prévu par les politiques existantes par rapport aux objectifs Europe 2020. Dans une deuxième étape, le projet a tenté d'identifier des solutions techniques innovantes et des mécanismes financiers à mettre en œuvre pour accroître l'efficacité énergétique.

Les mesures visant à modifier les comportements énergétiques ont été largement explorées et testées grâce à une expérimentation à grande échelle de compteurs intelligents à énergie multiple. Des mécanismes de financement innovants ont nécessité l'adaptation de différents types de ressources financières associant partenaires publics et privés

pour répondre aux besoins spécifiques : financement de tiers, épargne partagée et garantie, contrat de performance, rémunération à épargner, fonds renouvelables pour l'efficacité énergétique, microcrédits, fonds de carbone, fonds garantis par crédit, microgénération ou des placements fondés sur des actifs, tous soutenus par le FEDER.

Dans une troisième étape, ces approches innovantes ont été mises en œuvre dans une expérimentation à grande échelle sur un échantillon de 405 ménages répartis dans les territoires partenaires : 110 en Espagne et en Grèce, 95 en Italie, 35 à Malte, 30 en France, 25 à Chypre et sélectionnés en tant que représentants de la diversité des ménages à faible revenu en Méditerranée. Un plan d'action fixé au niveau transnational définit les critères de sélection des ménages inclus dans l'expérience, le type de travail à mettre en œuvre, l'approche administrative et financière des appels d'offres publics, la sélection des fournisseurs, le suivi du travail, la mise en place des indicateurs de performance.

Dans une dernière étape, les résultats de cette expérimentation à grande échelle ont été recueillis, analysés et discutés dans les ateliers de capitalisation afin de parvenir à un dernier ensemble de conclusions et à une recommandation étendue à l'ensemble de la Méditerranée. Un plan opérationnel a été préparé et a donné une visibilité au niveau politique en tant que composante d'une stratégie macro régionale pour une utilisation coordonnée des Fonds structurels pour la période de programmation 2014-2020.

Il faut enfin noter que ELIH-Med a également travaillé avec le projet MARIE pour fournir à la Commission européenne des recommandations communes sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments.

Mots clés :

Options techniques novatrices ; Mécanismes financiers ; consommation d'énergie ; Ménages à faible revenu ; Bâtiments MED ; Objectifs de l'UE2020 ; Mécanismes financiers ; Efficacité énergétique ; Solutions techniques ; rénovation ; Comportements énergétiques

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Grâce à ce projet, les membres de la CIM ont bénéficié de nouvelles méthodes pour développer l'efficacité énergétique dans les logements à faible revenu. Les résultats du projet sont encore disponibles et utilisés par les décideurs locaux et régionaux.

3. MAREMED

Acronyme : [MAREMED](#)

Titre intégral : Coopération MARitime régionale pour Méditerranée

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2007-2013 – 2ème appel à projet – Projets classiques - 2009

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Tourisme Durable et Culturel) ; Eau et Énergie

Partenaires :

- (1) Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur – Région PACA [FR] (Chef de file)
- (2) Agence de Développement du District Larnaca-Famagusta – ANETEL [CY]
- (3) Région Crète [EL]
- (4) Fondation Institut Portuaire Études et Coopération de la Communauté Valencienne - FEPORTS [ES]
- (5) Région Emilie-Romagne [IT]
- (6) Office de l'Environnement de la Corse [FR]
- (7) Région Latium [IT]
- (8) Région Ligurie, Département d'Aménagement du territoire [IT]
- (9) Région Marche, Département de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche [IT]
- (10) Région Toscane [IT]
- (11) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]

Partenaires Associés :

Région Aquitaine (FR) ; Catalogne (ES)

Date de début : 01.07.10

Date de fin : 30.06.13

Budget Global : 1,978,666.00 €

Co-financement FEDER : 1,498,600.00 € (75%)

Histoire et contexte :

En décembre 2006, les régions de la Méditerranée ont mis en place un Groupe de Travail sur la politique maritime sous l'égide de la CIM, afin de contribuer à la conception et à la mise en œuvre d'une politique maritime méditerranéenne. Cette contribution faisait partie d'une approche intégrée et durable. Cela concernait les domaines thématiques de la pollution marine, la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) et l'adaptation aux conséquences du changement climatique, de la pêche, de la recherche marine, des transports, de la sécurité maritime et de la gouvernance des politiques maritimes.

Le dialogue développé par les régions méditerranéennes au cours de ce travail a permis de :

- Identifier certaines questions et priorités partagées par les régions membres et proposer des domaines d'action commun ;

- Observer le manque de consultation et l'absence de partenariats entre les régions méditerranéennes ;
- Observer le manque de consultation entre les régions et d'autres niveaux institutionnels sur les questions maritimes MED.

Description :

L'objectif principal de MAREMED était de renforcer la coordination et l'intégration des politiques maritimes régionales dans la région méditerranéenne et de les aligner sur celles en vigueur au niveau national, européen et méditerranéen. Le projet s'est concentré sur les composants des politiques maritimes avec une forte dimension transnationale, à savoir la GIZC, la pollution (y compris la pollution côtière accidentelle à petite et moyenne échelle), l'adaptation au changement climatique dans les zones côtières, la pêche et la gestion des données côtières et maritimes. Le projet a rassemblé quatorze partenariats régionaux de France, d'Italie, d'Espagne, de Grèce et de Chypre, coordonnés par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que la Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM).

Résultats attendus :

- Élaboration de projets pilotes et d'instruments opérationnels pour soutenir la prise de décisions en matière de politique territoriale maritime ;
- Identification de problèmes spécifiques méditerranéens rencontrés dans la mise en œuvre des politiques européennes concernées ;
- Veiller à ce que les politiques maritimes développées par les territoires régionaux soient mieux exploitées par les autorités européennes et méditerranéennes ;
- Développement de projets transnationaux plus efficaces et meilleure utilisation des résultats de projets passés ;
- Développement du dialogue sur la politique maritime dans le cadre du Processus de Barcelone (UpM).

Principaux livrables :

- Recommandations politiques adoptées par la CIM CRPM
- 2 rapports techniques
- 3 séminaires stratégiques avec l'Autorité européenne
- 2 comités directeurs

Mots clés : Gouvernance de la politique maritime ; Gestion intégrée des zones côtières et maritimes ; Pêche ; Adaptation au changement climatique dans les zones côtières ; efforts visant à réduire la pollution et la gestion des données.

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

MAREMED a contribué à la structuration de la collaboration à long terme entre les régions. Il a également contribué au développement de la Charte de Bologne, signée à l'occasion du séminaire MAREMED en mars 2013. Ce projet était également étroitement lié à l'action de la CRPM dans le domaine maritime.

4. COASTGAP

Acronyme : COASTGAP

Titre intégral : Politiques de gouvernance côtière et d'adaptation en Méditerranée

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2007-2013 – 7^{ème} appel à projet – Projets de Capitalisation - 2012

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transports et Politique Maritime Intégrée (TFs : Comité de coordination de la Charte de Bologne ; Pêches et Aquaculture ; Tourisme Durable et Culturel) ; Eau et Energie

Partenaires :

- (1) Région Lazio – Direction de l'Environnement [IT]
- (2) Région Emilie-Romagne, Dept. Environnement, sol et protection des côtes [IT]
- (3) Département de l'Hérault [FR]
- (4) Région Macédoine Centrale et Thrace (REMTH) [EL]
- (5) Administration Décentralisée de Crète (Crète) [EL]
- (6) Région Toscane [IT]
- (7) Région Ligurie [IT]
- (8) Ministère des Communications et Travaux de Chypre – Département des travaux publics [CY]
- (9) Centre d'Etude Techniques Maritimes et Fluviales Picardir - CETMEF [FR]
- (10) Université Pablo Olavide de Séville, Andalousie - UPO [ES]
- (11) Fondation Institut Portuaire Études et Coopération de la Communauté Valencienne - FEPORTS [ES]
- (12) Université Christian Albrecht de Kiel [DE]
- (13) Institution publique pour la coordination et le développement du Comté de Split-Dalmatie – RERA S.D [HR]
- (14) Agence de développement régional du Comté de Dubrovnik Neretva – DUNEA [HR]
- (15) Croatie : le pays entier [HR]
- (16) Université Autonome de Barcelone Catalogne [ES]

Date de début : 01.07.2013

Date de fin : 30.04.2015

Budget Global : 1,220,000.00 €

Co-financement : 923,000.00 € (75%)

Histoire et contexte :

Les zones côtières dans le monde font face à une grande variété d'impacts environnementaux ainsi qu'à des pressions anthropiques accrues dues à l'urbanisation des zones côtières et à une croissance rapide de la population. Au cours de la dernière décennie, l'érosion côtière est apparue comme un problème généralisé qui entraîne une récession du littoral et des pertes de terres irréversibles. Ces phénomènes proviennent plutôt de choix structurels et inévitables, comme le besoin d'énergie renouvelable (digues), le contrôle des inondations (digues, barrages, rives, etc.), le contrôle de la stabilité des pentes (conservation des sols), etc. Les tentatives des gestionnaires et autres parties prenantes de faire face à l'érosion en utilisant différents types de méthodes d'ingénierie rigoureuse, incapable d'agir sur les causes, peuvent souvent aggraver ces problèmes, endommager les paysages naturels et les écosystèmes côtiers de manière inattendue et imprévisible.

Description :

COASTGAP a abordé le thème du risque côtier dans le bassin méditerranéen. La zone côtière méditerranéenne est identifiée par le groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique comme un « point chaud » et est le plus exposé aux risques d'inondation, de l'érosion côtière et de la dégradation des terres, ce qui exacerbe le besoin d'outils susceptibles de faciliter l'adaptation au changement climatique. Il est apparu après plus de 10 ans d'expériences partagées parmi de nombreuses administrations et institutions côtières méditerranéennes dans le domaine de l'adaptation côtière aux effets du changement climatique et à d'autres menaces naturelles / anthropiques. En 2011, ces acteurs ont établi le cluster FACECOAST et ont soumis COASTGAP afin de capitaliser 12 meilleures pratiques à partir de 9 projets du cluster (de MED et d'autres programmes). Ces bonnes pratiques concernaient plusieurs aspects de la GIZC, de la directive sur les inondations, de la planification de l'espace maritime et d'autres dispositions légales pertinentes. Certains d'entre eux s'occupaient de la question générale de la gouvernance, c'est-à-dire de la promotion de l'initiative politique (Charte de Bologne de 2012) ou de l'utilisation rationnelle des ressources côtières (SICELL); d'élargir l'application appropriée des dispositions, des règlements et des lois comme le protocole GIZC (art. 8) ou la directive sur les inondations (COFLERMAP); préciser les procédures environnementales pour la sauvegarde côtière (EIA & SEA) et d'autres sujets ayant un impact important sur la gestion des zones côtières.

Résultats attendus :

La boîte à outils de bonnes pratiques du projet COASTGAP portant sur l'étude et la gestion du littoral a capitalisé les 12 meilleures pratiques issues de 9 projets, en produisant une boîte à outils sur mesure pour les politiques de gouvernance et d'adaptation côtière visant à réduire les risques sur les zones côtières du MED et à favoriser leur développement durable. Les 9 meilleures pratiques capitalisées à vocation technique ont été concentrées dans une boîte à outils pratique maintenant disponible en ligne pour toutes les administrations publiques MED chargées de la planification et de la gestion du littoral et de chaque acteur méditerranéen établi dans les territoires côtiers du MED.

Le but principal de COASTGAP était de nourrir les actions et stratégies futures pour la période de programmation 2014-2020 par rapport au problème pressant de l'adaptation de la zone côtière MED aux effets du changement climatique. Cet objectif principal a été atteint grâce à la mise en place d'un plan d'action conjoint sur la gestion des risques de la zone côtière à l'échelle du bassin méditerranéen basé sur la capitalisation et la rationalisation de plusieurs résultats attendus et obtenus par les projets MED précédents – ou non - sur cette question.

Mots clés :

Croissance durable ; Tourisme ; Gestion des menaces naturelles et humaines ; gestion des risques ; Changement climatique et biodiversité.

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

COASTGAP a contribué à la structuration d'une collaboration à long terme entre les régions. Elle a également contribué au développement de la Charte de Bologne. Ce projet était également étroitement lié à l'action de la CRPM dans le domaine maritime.

5. MEDGOVERNANCE

Acronyme : MEDGOVERNANCE

Titre intégral : Gouvernance Méditerranéenne

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2007-2013 – 1^{er} appel à projet – Projets Classiques - 2008

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transport et Politique Maritime Intégrée ; Eau et Energie ; Cohésion Économique et Sociale ; Task Force CRPM sur la Migration

Partenaires :

- (1) Gouvernement régional de Toscane [IT]
- (2) Région Provence-Alpes-Côte d'Azur [FR]
- (3) Région Latium [IT]
- (4) Région Piémont [IT]
- (5) CSEL (Centre d'Etude Européen Plural) Toscane [IT]
- (6) CeSPI Latium [IT]

- (7) Paralleli Institute Piémont [IT]
- (8) Institut méditerranéen Provence-Alpes-Côte d'Azur [FR]
- (9) Association Toscane MAEM/MEMA [IT]
- (10) Fondation des Trois Cultures de la Méditerranée [ES]
- (11) Andalousie [ES]
- (12) Institut européen de la Méditerranée Catalogne [ES]
- (13) Conférence des Régions Périphériques Maritimes - Commission Interméditerranéenne CIM [FR]
- (14) Catalogne [ES]

Date de début : 14.05.09

Date de fin : 14.11.11

Budget Global : 1,610,865.00 €

Co-financement : 1,208,148.00 € (75%)

Description :

Le projet MEDGOVERNANCE rassemble 6 Régions aux côtés d'Instituts de Recherche pour l'élaboration de recommandations politiques afin de construire l'espace méditerranéen par le biais de l'implication des acteurs régionaux. Dans cette perspective, le projet a débuté par une phase de diagnostic sur le cadre de gouvernance de la définition et mise en œuvre des politiques majeures impactant 5 domaines différentes de la Méditerranée : transport, compétitivité, innovation, environnement, culture et migration. Pour chacun de ces sujets, la question de la "gouvernance multi-niveaux" a été étudiée à travers des analyses d'études de cas. La deuxième partie du projet consistait à préparer une stratégie macro-régionale Méditerranéenne, tout en suivant l'approche adoptée pour la région Baltique ou bien celle du Danube.

Le projet MEDGOVERNANCE a été développé dans le cadre du programme de coopération Interreg MED. Il a fixé des recommandations politiques sur comment mieux prendre en compte les autorités régionales dans le développement et l'application des politiques Méditerranéennes.

Résultats attendus :

- La première phase du projet se centrait sur la coordination des partenaires régionaux et nationaux dans l'étude des activités concernant la gouvernance dans la région Méditerranéenne, avec une attention particulière portée à cinq secteurs d'action des politiques MED. i.e. Compétitivité, Innovation, Environnement, Transport et Énergie, Migration et Mobilité, et Culture. Cette période a développé les modèles et méthodes nécessaires pour la mise en œuvre d'une action progressive de gouvernance multi-niveaux en lien avec le développement de la MED.
- La transformation de ce processus en un modèle progressif et commun sur les politiques et leur coordination a été facilitée par la définition de visions et challenges communs, les méthodes de coordination et la gouvernance régionale multi-niveaux en région méditerranéenne. Une gouvernance multi-niveaux efficace des défis de développement n'est possible que s'il existe une culture, une politique et une vision administrative commune. Cette vision de partage a été développée par les groupes de travail et à travers les échanges entre les décideurs politiques et les chercheurs en prenant en considération les meilleures pratiques mondiales.
- Le projet se composait de 3 éléments principaux : (a) Organisation d'activités d'étude par des instruments de groupe de travail à destination des acteurs clés de la MED ; (b) Développement des connaissances, information et de publicités adressées aux décideurs politiques et aux tiers, incluant un événement à -Davos- pour l'espace MED ; (c) Élaboration de plans stratégique Régionaux intégrant les outils de programmation existants pour faire face aux défis de la zone MED.
- L'ensemble du processus a été accompagné d'une communication efficace, d'actions de promotion et d'animation. Ces actions ont été développées par le biais d'une méthode innovante capitalisant les expériences réalisées pendant la mise en œuvre du Programme INTERACT. De plus, la communication interactive a été prise en compte par ces actions notamment par le WEB 2.0, -animation- et des actions d'information, des actions conduites par les organisations à but non lucratif les plus efficaces (ex. -Reporters sans frontières-), et, à plus grande échelle, des actions promues par le consortium ELDIS.

Mots clés :

Gouvernance Multi-niveaux ; Développement durable et polycentrique

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les réflexions de ces projets ont été considérées, avec celles de MarInA-Med COM & CAP et d'autres projets pertinents, comme des points communs pour le plan d'action de la CIM-CRPM et les stratégies macro-régionales et des bassins dans la mer Méditerranée

6. OTREMED

Acronyme : OTREMED

Titre intégral : Observatoire Territorial dans le réseau de la Méditerranée

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2007-2013 – 2^{ème} Appel à projet – Projets Classiques - 2009

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Cohésion Économique et Sociale ; Transport et Politique Maritime Intégrée

Partenaires :

- (1) Région de Murcia [ES]
- (2) Région Algarve [PT]
- (3) Andalousie – Secrétariat Général de l'Aménagement du territoire et de l'urbanisme [ES]
- (4) Région de Valence [ES]
- (5) Institut méditerranéen - Provence-Alpes-Côte d'Azur [FR]
- (6) Région Piémont [IT]
- (7) Région Emilie-Romagne [IT]
- (8) Région Latium [IT]
- (9) Région Abruzzes [IT]
- (10) Agence LAORE Sardegna - Sardaigne [IT]
- (11) Région Sicile [IT]
- (12) ZRC-SAZU Slovaquie : le pays entier [SI]
- (13) Université de Patras - Grèce occidentale [EL]

Date de début : 31.08.10

Date de fin : 27.02.12

Budget Global : 1,552,465.00 €

Co-financement : 1,176,258.00 € (75%)

Description :

OTREMED est né du besoin d'amélioration des corps publics ayant des compétences dans le système de planification et de structure, et des dynamiques associées avec unicité au sein de la Méditerranée. 13 actions en lien avec le développement durable et équilibré du territoire ou elles ont été conduites.

L'objectif du projet OTREMED consistait à développer des outils de planification spatiale ayant pour but d'améliorer la compétitivité des régions méditerranéennes. Avec le projet OTREMED, les Régions méditerranéennes ont construit ensemble un observatoire spatial régional basé sur des thématiques spatiales spécifiques typiques de l'espace Méditerranéen, telles que :

- La coordination de l'utilisation des terres,
- La gestion de la concentration de la population sur les littoraux,
- La protection et l'amélioration du paysage,
- L'adaptation aux effets du changement climatique,
- Les flux migratoires provenant du Sud de la Méditerranée,
- Le développement et la structuration du tourisme.

Résultats attendus :

- Protocole concernant l'homogénéisation cartographique facilitant le transfert de données cartographiques en MED ;
- Lancement d'outils d'analyse territoriale ;
- Expérimentation de ces outils sur 3 territoires pilotes, afin de faire vérifier leur applicabilité et leur mise en œuvre dans les systèmes d'information géographiques par les opérateurs de planification territoriale.

Mots clés :

Organisation et développement Régional ; Gouvernance ; Partenariat

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Le projet OTREMED a apporté un soutien à l'action des organismes publics demandant plus de compétence en termes de planification spatiale. Les outils d'assistance des décideurs politiques développés dans le cadre du projet ont aidé à simplifier la gestion de l'utilisation des terres en considérant la structure de ces territoires et leur utilisation, ainsi que la durabilité et la qualité de la région méditerranéenne. La CIM-CRPM était impliquée en tant qu'expert dans quelques-unes des activités finales des projets.

7. MARIE

Acronyme : [MARIE](#)

Titre intégral : Repenser l'amélioration énergétique des bâtiments Méditerranéens

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2007-2013 – 3^{ème} appel à projet – Projets Stratégiques - 2010

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Eau et Énergie (TF : Rénovation Énergétique dans des bâtiments de la Méditerranée)

Partenaires :

- (1) Gouvernement de Catalogne, Département du Territoire et de la Durabilité [ES]
- (2) ACCIÓ. Agence de soutien aux entreprises catalanes [ES]
- (3) Région Provence-Alpes-Côte d'Azur [FR]
- (4) Agence de développement régional de Macédoine Occidentale S.A. - ANKO [EL]
- (5) Région Piémont [IT]
- (6) Association LIMA (association pour une architecture à faible impact environnemental)
- (7) Institut de Recherche Énergétique de Catalogne - IREC [ES]
- (8) Société Publique du Sol de l'Andalousie - EPSA [ES]
- (9) Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat - CRMA [FR]
- (10) Centre de sciences forestières de la Catalogne (CTFC) [ES]
- (11) EFFINERGIE [FR]
- (12) Institut des Systèmes accélérateur et applications - IASA [EL]
- (13) Région Ombrie [IT]
- (14) Consortium AREA pour la recherche scientifique et technologique de Trieste [IT]
- (15) Université d'Evora [PT]
- (16) Région Basilicata [IT]
- (17) Agence régionale d'énergie de Ligurie - ARE Liguria [IT]
- (18) Union des Architectes méditerranéens - UMAR [MT]
- (19) Association des conseils locaux cde Malte LCA [MT]
- (20) Université de Ljubljana [SI]
- (21) Agence locale d'énergie Goriska - GOLEA [SI]
- (22) Municipalité de Bar [Monténégro]
- (23) Municipalité de Larnaca [CY]

Date de début : 01.04.12

Date de fin : 30.11.14

Budget Global : 5,913,880.00 €

Co-financement : 4,511,098.00 € (75%)

Histoire et contexte :

Les Régions de la Méditerranée ainsi que les Etats et Régions les plus développés en Europe se devaient nécessairement de répondre aux engagements nationaux et Européens ambitieux qu'ils avaient stratégiquement élaborés et qu'ils ont adoptés pour leurs propres besoins climatiques et socioéconomiques. La situation sur le terrain impliquait d'importants efforts de la part des Régions méditerranéennes, qui en plus d'être directement impliquées pour leurs conditions climatiques spécifiques et un contexte socio-économique propre à l'éché, ont également des standards d'efficacité énergétique des bâtiments moins strict en comparaison avec le reste de l'UE.

Description :

Le projet MARIE avait pour but l'amélioration de l'efficacité énergétique (EE) des bâtiments Méditerranéens et d'exploiter les opportunités présentées par les politiques et directives européennes en matière d'EE dans les bâtiments, tout en prenant en considération les caractéristiques propres à la zone méditerranéenne et en créant les conditions socio-économiques les plus appropriées afin de relever les défis suivants :

- Besoin de nouvelles réglementations et d'outils institutionnels répondants à la nouvelle Directive européenne très stricte sur la Performance Énergétiques des bâtiments ;
- Comblent le manque de mécanismes financiers capables de stimuler une rénovation énergétique efficace des bâtiments ;
- Secteur de la construction dominé par les PME nécessitant un soutien externe afin de stimuler l'innovation de services et produits adéquats pour la rénovation énergétique des bâtiments.

Le projet MARIE a conduit à la signature de la [déclaration de Lubiana](#) par un certain nombre d'autorités locales et régionales et d'autres entités publiques et privées (des agences spécialisées dans l'énergie, des instituts, associations, universités, etc.).

Résultats attendus :

- Conception d'outils de renouvellement des installations énergétiques dans les bâtiments (partage de connaissance concernant la consommation énergétique des ménages – Protocoles de rénovation) ;
- Activation du marché pour la réhabilitation énergétique des bâtiments (Communication - Éducation – Coopération entre entreprises et inter-clusters) ;

- Compétitivité et innovation (soutien aux industries locales et matériaux renouvelables, promotion d'équipement durables d'un point de vue environnemental, initiatives de R&D) ;
- Gouvernance publique (correspondance entre les régulations et les politiques régionales avec les objectifs de l'UE, développement de structures de gouvernance régionale, partage d'expériences et de politiques) ;
- Ressources économiques pour la rénovation énergétique des bâtiments (allocation de ressources à travers les programmes d'investissements régionaux, établissement de mécanismes financier et fiscale innovants pour la mobilisation des ressources) ;
- [Document politique](#) ;
- Signature de la [Déclaration de Lubiana](#).

Mots clés :

Efficacité Énergétique ; innovation ; Bâtiments ; Performance Énergétique des Directives des bâtiments ; installations énergétiques ; réhabilitation ; équipements durables d'un point de vue environnemental

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM ont pu suivre les activités et résultats du projet à travers le Groupe de Travail Eau et Energie et sa Task Force sur l'Efficacité Énergétique dans les bâtiments méditerranéens. Le projet a initié la préparation d'une réponse globale à l'Efficacité Énergétique dans les bâtiments de la Méditerranée. Le projet Marie a conduit à la signature de la Déclaration de Lubiana en tant que moyen de capitalisation des projets Elih-Med et Proforbiomed, par la signature d'un certain nombre de Régions méditerranéenne et d'autres acteurs publics et privés. Ce projet et le projet Elih-Med constitue la base du projet SHERPA et des activités de lobbying de la CIM-CRPM sur l'Efficacité Énergétique.

8. MITOMED

Acronyme : MITOMED

Titre intégral : Modèles de Tourisme intégré en Méditerranée

Appel à projet correspondant : Interreg MED 2007-2013 – Appel sur une approche Maritime - 2013

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Groupe de Travail sur les Transports et la Politique Maritime Intégrée (TF Tourisme durable et culture)

Partenaires :

- (1) Région Toscane – Département du Tourisme [IT] – Chef de file
- (2) CNR-IBIMET [IT]
- (3) Université de Girona [ES]
- (4) Institut d'Agriculture et de Tourisme - Poreč [HR]
- (5) Agence de Développement du District Larnaca-Famagusta – ANETEL [CY]
- (6) Réseau des Régions Européennes pour un Tourisme Durable et Compétitif - NECSTouR – Bruxelles [BE]

Date de début : 01.01.14

Date de fin : 31.12.15

Budget Global : 570,000 €

Co-financement FEDER : 443,500 € (75%)

Histoire et contexte :

La Méditerranée représente la première destination mondiale en termes de Tourisme international et intérieur, et enregistre 1/3 du nombre global d'arrivée internationale. Le tourisme côtiers et maritime contribue fortement à la création d'emplois et constitue une source prédominante de revenu en Méditerranée. Il peut être une source majeure de croissance et d'emplois, surtout pour les jeunes. Dans le même temps, la Méditerranée est sujette à de sévères dégradations anthropiques ainsi qu'aux risques environnementaux : pression touristique sur les territoires et les citoyens, étendue de bâtiments le long du littoral, érosion côtière, détérioration des conditions de l'eau de la mer, surexploitation de l'héritage naturel et culturel.

Description :

Le projet MITOMED avait pour objectif de promouvoir un modèle de gestion intégrée du tourisme maritime et côtier en garantissant l'amélioration de la collecte des données, des produits et des services, mais aussi des politiques appartenant notamment à ce secteur à travers l'évaluation des indicateurs de bases du modèle de NECSTouR. MITOMED fournit un cadre de travail commun pour les acteurs et les parties prenantes du tourisme, et ce en venant en aide aux décideurs politiques pour informer davantage et intégrer des décisions communes pour la gouvernance et la gestion du tourisme en Méditerranée.

Les résultats de ce projet sont à présent pris en considération dans le développement du projet Mitomed+ (2017-2020).

Principaux livrables attendus :

- Méthodologie sur l'analyse des lacunes : une courte liste comprenant 34 indicateurs pertinents et applicables a été sélectionnée sur la base de la liste initiale comprenant 119 indicateurs provenant de différents systèmes, à savoir NECSTour, TSG, ETIS, etc. ;
- L'analyse des lacunes des données du tourisme maritime et côtier en Méditerranée : les indicateurs ont été utilisés afin de mesurer l'impact économique et social, culturel et environnemental des activités du tourisme sur les territoires. Une évaluation critique de divers indicateurs a eu lieu. L'analyse des lacunes a révélé quelles

données étaient disponibles et lesquelles ne l'étaient pas, et a permis de définir "les seuils idéaux" devant correspondre à ces indicateurs ;

- L'analyse « SWOT » (forces, faiblesses, opportunités, menaces) dans les bassins maritimes avec un focus sur les destinations touristiques de manière générale. Ce projet représente le point de départ de la réflexion menée sur l'état actuel et les prochaines destinations maritime et côtières dans chaque Région, pour l'étude des défis communs ;
- Plan d'action pour le tourisme maritime et côtiers en Méditerranée : ce plan examine le développement potentiel du tourisme maritime et côtier dans les régions méditerranéennes à travers la mise en place d'un modèle de gestion, d'actions identifiées pour la réalisation et le lancement de ces propositions potentielles pour les futures actions transnationales et projets *d'amélioration de la gouvernance du Tourisme maritime et côtier*.

Mots clés : Tourisme maritime et côtier, Tourisme durable, modèle de gestion intégré, Indicateurs, Gouvernance Méditerranéenne, Croissance bleue.

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Les membres de la CIM ont la possibilité de suivre les activités et résultats du projet à travers la Task Force CIM sur le tourisme durable et culturel. Les réflexions sur ce projet sont considérées, de même que celles sur MarInA-Med COM&CAP et d'autres projets pertinents, comme une base commune de réflexion sur le tourisme durable pour la CIM.

B. 7E PROGRAMME CADRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (7E PCRD)

1. MED-SPRING

Acronyme : MED-SPRING

Titre intégral : Science Méditerranéenne, politique, Passerelle de Recherche et Innovation

Appel à projet correspondant : FP7-INCO-2012-1

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transport et Politique Maritime Intégrée ; Eau et Energie

Partenaires :

- (1) Centre international des hautes études agronomes méditerranéennes – Institut agronomique méditerranéen de Bari – CIHEAM-IAMB [IT] (Chef de file)
- (2) Ministère de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique – MHESR [Egypte]
- (3) Agence d'Etat conseil supérieur des recherches scientifiques – CSIC [ES]
- (4) Institut de Recherche pour le Développement – IRD [FR]
- (5) Deutsches zentrum fuer luft - und raumfahrt ev – DLR [DE]
- (6) Conseil National de la Recherche – CNR [IT]
- (7) Ethniko idryma erevnon – NHRF [EL]
- (8) Bureau du Premier ministre – MCST [MT]
- (9) Fundacao para a Ciencia e a Tecnologia – FCT [PT]
- (10) Fondation pour la Recherche et l'Education de Chypre – CREF [CY]
- (11) Turkiye bilimsel ve teknolojik arastirma kurumu tubitak [TR]
- (12) Ministère de l'Enseignement Supérieur – MESRSFC [Maroc]
- (13) Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique – DG-RSDT [Algérie]
- (14) Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique– TESR [Tunisie]
- (15) Haut Conseil pour la science et la technologie – HCST [Jordan]
- (16) Matimop, centre industriel israélien pour la recherche et le développement– ISERD [Israël]
- (17) Ministère de l'enseignement supérieur Mohe [Autorité palestinienne]
- (18) Conseil National de la Recherche Scientifique – CNRS [Lebanon]
- (19) Sustainable Communication AISBL S-COM [BE]
- (20) Union des Universités de Méditerranée – UNIMED [IT]
- (21) Association internationale des volontaires laïcs LVIA [IT]
- (22) Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II – IAV [Maroc]
- (23) Université AUREC d'Alexandrie [Egypte]
- (24) Centre de recherches et des technologies des eaux – CERTE [Tunisie]
- (25) Réseau d'investissement ANIMA – ANIMA [FR]
- (26) Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe CIM – CPMR-CIM [FR]
- (27) Université AL-QUDS [Autorité palestinienne]
- (28) Fondation pour le développement Sekem – SDF [Egypte]

Date de début : 01.02.2013

Date de fin : 31.01.2017

Budget Global : 4,480,222.00 €

Co-financement FEDER : 3,999,944.85 € (90%)

Budget CRPM : 65,928€

Histoire et contexte :

Le comité de suivi pour la coopération Euro-Méditerranéenne en recherche et développement technologique - RTD (Hongrie, Juin 2011) a fortement mis en avant le besoin d'adaptation des politiques euro-méditerranéennes en matière de recherche et innovation et de coopération face au changement de la société méditerranéenne. Le projet MED-SPRING -Science MED, passerelle de Recherche et Innovation-, a été bâti en fonction des résultats du projet INCO.NET MIRA, mais également adapté à la nouvelle réalité de la politique euro-méditerranéenne et des orientations générales définies lors de la Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone (2-3 Avril 2012), basée sur trois défis sociétaux (l'énergie, les aliments de haute qualité à prix abordables, et la pénurie des ressources).

Description :

Le projet MED-SPRING avait pour but de s'intéresser aux objectifs politiques en créant une plateforme de dialogue et de coordination avec les institutions gouvernementales, les organisations de recherche, les associations et la société civile, et de renforcer les compétences et l'analyse concernant les défis sociétaux afin d'augmenter respectivement les capacités de recherche et de partage de connaissance et de coopération dans les zones d'intérêt. Ce projet a également contribué au renforcement des synergies et des réseaux afin de promouvoir les activités communes et la coopération dans les programmes européens, le suivi de la coopération RDT et des politiques régionales.

Les principaux objectifs de ces projets consistaient à :

- Développer et soutenir le dialogue entre l'UE et les Pays Partenaires Méditerranéens (PPM) en rassemblant les décideurs politique et les acteurs venant de chaque PPM ainsi que les Etats membres de l'UE afin de créer une plateforme de dialogue et d'actions permettant d'identifier des intérêts communs dans les aires de recherche ;
- Lancer les priorités en science et technologie ;
- Soutenir le renforcement des capacités des activités et améliorer les interactions entre différents instruments de coopération de la CE promouvant des actions de suivi, développant et contribuant à la création de synergies parmi les différents programmes de coopération sur la science et la technologie entre l'UE et les PPM et promouvoir la participation des PPMs au sein du Programme Cadre.

Résultats attendus :

- Lancement d'une cogestion UE – PPMs de la coopération en matière de recherche ;
- Création de synergies afin de réduire la fragmentation des actions de recherche ;
- Impliquer la société civile dans le dialogue institutionnel sur la recherche et l'innovation ;
- Développement des instruments de coopération pour faire face aux défis sociétaux avec un objectif de durabilité ;
- Soutenir le renforcement de compétences en recherche et innovation par le biais d'une formation globale ;
- Contribuer à la construction d'un espace euro-méditerranéen de partage de connaissance afin de développer des capacités communes de réalisation du dialogue UE – PPM et des politiques et une coopération en matière de RTD régionale durable ;
- Adopter un Papier Blanc pour la coopération euro-méditerranéenne en Science, Technologie et Innovation STI

Mots clés :

Recherche et innovation Euro-Méditerranéenne ; Science MED ; capacité de recherche ; partage de connaissances ; coopération

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Le projet MED-SPRING a permis d'encourager la coopération entre les acteurs de la Méditerranée en matière de RTD. Certains membres de la CIM ont pu bénéficier des travaux et résultats du projet. Les recommandations ont été rassemblées dans un [Papier blanc](#) pour la coopération euro-méditerranéenne en STI conçu dans le cadre du projet, qui est toujours utilisé.

C. CIUDAD

1. SURE

Acronyme : SURE

Titre intégral : Énergie urbaine durable dans l'instrument européen de voisinage et de partenariat – Vers le « Pacte des maires »

Appel à projet correspondant : Programme CIUDAD (Politique Européenne de Voisinage) – 2010

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Eau et Energie

Partenaires :

- (1) Ville de Friedrichshafen [DE] (chef de file)
- (2) Ville de Murcia [ES]
- (3) Ville de Salé [Maroc]
- (4) Ville de Polotsk (Comité de direction de la ville de Polotsk) [Biélorussie]
- (5) Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe CIM CRPM-CIM [FR]

Date de début : Janvier 2010

Date de fin : Décembre 2012

Budget Global : 791 725 €

Co-financement : 616 725 € (78%)

Histoire et contexte :

Le Programme CIUDAD a pour but d'aider les gouvernements locaux dans les régions bénéficiant de l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP) dans l'amélioration de leurs capacités à planifier un développement urbain de long-terme durable et intégré, en appliquant de bons principes de gouvernance. Pour ce faire, le projet participe au renforcement de compétences, promeut une compréhension mutuelle, des échanges d'expérience et de coopération entre les acteurs locaux dans l'UE et dans les pays partenaires des Régions IEVP dans la mise en œuvre de projets communs. En créant un partenariat et en renforçant les partenariats existants par le biais des autorités locales et régionales des pays bénéficiant de l'IEVP, le projet espère également obtenir des bénéfices allant au-delà de la période de programmation.

Description :

L'un des résultats clés du projet concerne la Biélorussie qui a reçu pour la première fois une stratégie pour le développement d'énergies durables, préparée en accord avec les standards de l'UE pour la ville de Polotski au nord de la Biélorussie. Depuis 2012, Polotski a suivi cette orientation stratégique en visant à exploiter les sources d'énergie renouvelables. En suivant cet exemple, 10 autres villes biélorusses ont à présent adopté leur propre stratégie.

Les ressources énergétiques biélorusses ne parviennent pas à satisfaire les besoins entiers du pays : les propres énergies fossiles de la Biélorussie peuvent seulement alimenter 15% de la consommation d'énergie actuelle. Cependant, le gaz importé (de Russie) est la première source d'énergie de la Biélorussie, ce qui correspond à 93% de l'énergie du pays. Bien entendu, se doter des méthodes alternatives de production d'énergie et de consommation ne peut être que bénéfique au pays.

De plus, avant le projet SURE, aucune initiative ou programme sponsorisé par l'UE sur l'énergie et l'environnement n'avaient été implantés en Biélorussie. En d'autres termes, la ville de Polotski a été pionnière en termes de standards environnemental européens en Biélorussie. Elle est également devenue le premier signataire biélorusse de la Convention des Maires (2011).

Comme résultat, la ville a commencé à implanter la stratégie EU H2020 ayant pour but de :

- Limiter de 20% des émissions de dioxyde de carbone (CO₂),
- Augmenter la part de sources d'énergie durable de 20%,
- Booster de l'Efficacité Énergétique de 20% en 2020.

Résultats attendus :

- Réduction des émissions de CO₂ et augmentation de l'Efficacité Énergétique et de la part de l'usage des énergies renouvelables à Polotski et à Salé en encourageant leur adhésion à la Convention des Maires et en améliorant les capacités des groupes cibles dans l'utilisation des énergies durables, ainsi qu'en créant des exemples de bonnes pratiques pour les autres villes des régions bénéficiant de l'IEVP ;
- Objectifs spécifiques :
 - o Renforcement des capacités des gouvernements de Polotski et Salé en termes de développement des énergies durables et en faisant en sorte que leur politique énergétique se rapproche un peu plus des standards européens ;
 - o Promouvoir la coopération entre l'UE et les pays et les Régions de l'IEVP, ainsi qu'entre les pays du Sud et de l'Est de la région bénéficiant de l'IEVP ;
 - o Partager une nouvelle approche et de nouvelles pratiques concernant l'utilisation efficace de l'énergie avec d'autres villes des Régions bénéficiant du l'IEVP.

Mots clés :

Développement de l'énergie durable ; gouvernements locaux ; Régions IEVP ; développement urbain

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Le projet SURE peut à présent être utilisé comme un modèle auprès d'autres Régions et territoires IEVP afin de répliquer ce qui a été fait pour Polotski et Salé afin d'améliorer leurs stratégies pour le développement d'énergies durables.

D. DG MOVE

1. Vasco da Gama

Acronyme : Vasco da Gama

Titre intégral : Formation pour des Transports maritimes plus verts et plus sûrs.

Appel à projet correspondant : DG MOVE/SUB/2012-548

Lien avec les groupes de travail/Task Forces de la CIM : Coopération Territoriale et Stratégies Macro-régionales ; Transport et Politique Maritime Intégrée ; Cohésion Economique et Sociale (TF : Vasco de Gama)

Partenaires :

- (1) Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe CIM CRPM-CIM [FR]
- (2) International Transport Workers' Federation (Fédération internationale des ouvriers du transport) – ITF [UK]
- (3) ECSA [BE]
- (4) Réseau européen des clusters maritimes [LU]
- (5) Académie Navale Varna [BE]
- (6) Région Mecklenburg-Vorpommern [DE]
- (7) Bretagne [FR]
- (8) Vénétie [IT]

Date de début : Février 2014

Date de fin : Janvier 2016

Description :

Conformément à la Politique Maritime Intégrée (PMI) et d'après les principaux objectifs de la politique de transport maritime d'Europe – encourageant la compétitivité et promouvant un système vert et sûr – ce projet a l'intention de contribuer au développement de compétences professionnelles élevées ainsi qu'au développement de formations et d'études à travers l'UE pour assurer l'efficacité, la sécurité des opérations de flottes environnementales ainsi que la chaîne de l'efficacité énergétique, à travers :

- La promotion d'études et de formations de qualité dans le secteur du transport maritime afin de relever 3 défis spécifiques : la sécurité maritime, la réduction de l'impact environnemental et l'amélioration de la compétitivité du secteur dans un nouveau contexte de fortes pressions concurrentielles ;
- Lancement des bases de la mobilité étudiante en Europe, les formations, éducateurs/formateurs/professeurs, impliquant les institutions éducatives et de formation qui souhaitent aborder ces défis, dans la lignée du concept « d'Erasmus maritime » ;
- Coopération entre les organisations européennes d'éducation et de formation avec les industries, dans le domaine de l'éducation et de la formation dans le secteur des transports maritimes améliorant les compétences des travailleurs marins et adapter aux besoins de l'industrie du transport maritime.

Pour se faire, quatre groupes de travail ont été lancés :

1. Formation pour la sécurité marine : pour assurer l'avenir des compétences des employés des secteurs maritimes à travers la conception et l'expérimentation de Programmes de Master sur les pratiques de navigation à travers le réseau des académies maritimes européennes.
2. Simulateurs maritimes : pour répondre au développement de formations avec des simulateurs, basées sur les expériences d'instituts européens pertinents. Elaboration de recommandations dans ce cadre afin d'améliorer l'uniformisation des formations à échelle européenne.
3. Transports maritimes verts afin d'augmenter les connaissances environnementales chez les marins en Europe, et pour contribuer à l'utilisation durable des mers et des océans et à la conformité avec les réglementations environnementales pour le transport maritime.
4. Erasmus Maritime : pour concevoir et mettre en œuvre un échange d'actions pilotes à travers les formations maritimes et les institutions éducatives et former un programme de formation pilote « Erasmus Maritime » au niveau Européen pour les étudiants dans le secteur du transport maritime.

Objectifs :

- Promouvoir les compétences des personnes travaillant dans les industries européennes de transport maritime. Pour améliorer la compétitivité des marins et ingénieurs européens, le projet couvre des défis spécifiques concernant le transport maritime européen tels que : comment améliorer la sécurité en bateau (obstacles liés aux facteurs humains ; lien entre la hiérarchie et la gestion des risques, etc.) et comment réduire la pollution maritime liée aux activités de navigation (besoin d'améliorer les systèmes de recyclage de l'eau, etc.) ;
- Améliorer la mobilité des étudiants en Europe. La mobilité des jeunes est unanimement reconnue comme étant un moyen de vaincre le manque d'attractivité des carrières maritimes. Bien qu'aujourd'hui, à échelle européenne, des initiatives pour la mobilité des étudiants existent déjà, les efforts doivent se poursuivre afin d'atteindre une masse critique dans le secteur de l'économie maritime. Cependant, le projet encourage la communication et la collaboration au sein de l'éducation maritime et les instituts de formation ;
- Produire des recommandations pour l'UE : comment combler le trou entre l'offre et la demande d'effectifs maritimes compétent ; comment faciliter les stages en bateau, afin de rendre faisable les échanges transnationaux entre professeurs et étudiants ; quel type d'assistance les outils et schémas EU en cours ou

nouveau peuvent apporter concernant ces défis et autres ? La diversité et la transversalité des partenaires engagés dans le projet rendront possible la production de recommandations judicieuses et réalistes.

Principaux résultats attendus :

- Durant l'année 2014 : une série de ateliers rassemblant les participants des 4 Work Packages.
- Août 2015 : école d'été dédiée à la formation et l'adaptation de la Directive Sulfure.
- Janvier 2015 Kalmar (SE) : kick-off du Programme de Master Vasco de Gama ; cursus innovant basé sur programmes conjointement préparé par des experts de chacun de ces 4 Work Packages. 25 étudiants seront sélectionnés pour participer à ces cours.
- Automne 2015 : une carte des simulateurs européens sera dessinée sur cette base de données à une plus grande échelle et lancée dans les établissements éducatifs.
- Octobre 2015 : conférence finale internationale en présence des partenaires et acteurs clés : régions, professionnels, partenaires éducatifs, clusters maritimes, institutions et réseaux européens, autorités nationales.
- À partir de 2016 : des développements plus profonds sont envisagés, intensification spécifique des questions thématiques, et projets interrégionaux dans chacun des bassins maritimes EU.

Mots clés :

Transport Maritime, compétences professionnelles, formation, Erasmus Maritime, Sécurité Maritime, Simulateurs Maritimes, marins

Valeur ajoutée pour les membres de la CIM :

Le projet Vasco da Gama (VdG) a ouvert la voix au développement de nouvelles initiatives dans l'éducation et la formation en lien avec le secteur maritime. Cela a notamment mené à la création de la Task Force CIM 'Vasco da Gama'. Les réflexions et résultats de ce projet ont considérablement influencé les décideurs politiques et conduit à des initiatives, telle que [Blueprint for sectoral cooperation on skills](#) lancée par la Commission Européenne. La CIM essaye à présent de répliquer l'initiative de VdG et de construire un projet de VdG TGSMT à échelle Méditerranéenne et autour d'autres secteurs maritimes (à travers de nouveaux projets Européens et de possibles actions qui devrait être labéliser par l'UpM).



**CPMR
CRPM**



**CPMR INTERMEDITERRANEAN
COMMISSION**

PRINCIPAUX CONTACTS DE LA CIM-CRPM

Davide Strangis, Secrétaire Exécutif de la CIM

Email : davide.strangis@crpm.org

Tél. : +34 93 554 50 49

Elodie Nunes, Policy and Programme Officer, CIM

Email : elodie.nunes@crpm.org

Tél. : +34 93 554 50 47

Emmanuel Maniscalco, Policy and Programme Officer, CIM

Email : emmanuel.maniscalco@crpm.org

Tél. : +33 7 63 22 33 25

Flora Leroy, Chargée de Projets, CIM

Email : flora.leroy@crpm.org

Tél. : +34 93 553 60 05

Lise Guennal, Chargée de Projets, CPMR

Email : lise.guennal@crpm.org

Tél. : +33 2 99 35 40 63